



LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- LE RAPPORT DE GESTION
- LE RAPPORT DE LA DIRECTION
- LES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS COMPLETS, INCLUANT LES NOTES ET LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
- LE RELEVÉ AUDITÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS
- LE RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS
- LE RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR DES FONDS SPÉCIALISÉS ET PARTENAIRES

**RAPPORT FINANCIER
ANNUEL 2013**



Desjardins
Capital régional
et coopératif

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (la Société). Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les rendements annuels et composés de la Société exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par catégorie d'actif représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS AUX 31 DÉCEMBRE

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers annuels audités de la Société.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2013	2012	2011	2010	2009
Produits	51 982	53 491	46 894	44 970	39 900
Bénéfice net	24 950	53 435	122 588	18 696	17 145
Actif net	1 470 576	1 356 446	1 220 427	1 019 846	905 921
Actions en circulation (nombre, en milliers)	126 165	118 243	110 776	102 908	93 142
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,0	2,4	3,0	2,8	2,8
Taux de rotation du portefeuille :					
– investissements à impact économique québécois (%)	16	23	28	11	9
– autres investissements (%)	108	67	110	112	84
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	100 861	103 052	106 577	111 476	118 119
Émission d'actions	149 995	149 994	153 955	180 982	129 443
Frais d'émission d'actions, nets des impôts afférents	1 740	–	–	–	–
Rachat d'actions	59 075	67 410	75 962	85 753	53 273
Investissements à impact économique québécois au coût	671 547	625 414	498 984	473 331	475 785
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	733 907	659 045	541 909	439 550	401 321
Fonds engagés mais non déboursés	227 593	142 350	151 822	200 485	63 907

⁽¹⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	2013	2012	2011	2010	2009
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action au début de l'exercice	11,47	11,02	9,91	9,73	9,54
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,20	0,46	1,15	0,19	0,19
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,41	0,46	0,43	0,45	0,43
Charges d'exploitation	(0,23)	(0,28)	(0,31)	(0,27)	(0,27)
Impôts et taxe sur le capital	(0,07)	(0,09)	(0,07)	(0,07)	(0,06)
Gains (pertes) réalisés	0,03	0,48	0,20	(0,36)	0,13
Gains (pertes) non réalisés	0,06	(0,11)	0,90	0,44	(0,04)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,01)	(0,01)	(0,04)	(0,01)	0,00
Actif net par action à la fin de l'exercice	11,66	11,47	11,02	9,91	9,73

APERÇU

La Société a clôturé son exercice 2013 avec un bénéfice net de 25,0 M\$ (53,4 M\$ en 2012), soit un rendement de 1,7 % (4,2 % en 2012). Le bénéfice net combiné aux frais d'émission d'actions de 1,7 M\$ (nets des impôts de 1,2 M\$) comptabilisés au capital-actions ont résulté en une augmentation de l'actif net par action à 11,66 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 11,47 \$ à la fin de l'exercice 2012.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche en 2013 un rendement de 8,9 %, comparativement à un rendement de 12,0 % en 2012. Au 31 décembre 2013, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 671,5 M\$, les investissements effectués durant l'exercice se chiffrent à 143,7 M\$. Les fonds engagés mais non déboursés se chiffrent à 227,6 M\$ et les nouveaux engagements de l'exercice s'élèvent à 229,0 M\$. Ayant un niveau de capitalisation limité, la Société cherche des moyens innovateurs pour contribuer encore davantage au développement économique du Québec. Ainsi, elle poursuit sa mission par le biais de plusieurs leviers qu'elle contribue à développer en collaboration avec son gestionnaire, Desjardins Capital de risque (DCR) et dont elle est le pilier. Ces leviers constituent l'écosystème entrepreneurial de la Société regroupant les fonds destinés à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat au Québec.

L'activité des autres investissements a généré un rendement de 0,5 % pour l'exercice 2013 (un rendement de 4,1 % pour l'exercice 2012). Le rendement inférieur en 2013 découle principalement de la baisse de valeur du portefeuille d'obligations, liée à l'augmentation des taux obligataires long terme.

Au cours de l'exercice, les souscriptions au capital recueillies en quelques heures seulement se sont élevées à 150,0 M\$, alors que les rachats d'actions ont totalisé 59,1 M\$. Le solde des actions éligibles au rachat au 31 décembre 2013 s'élevait à près de 350 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 470,6 M\$, en hausse de 8,4 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2013 était de 100 861.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Plusieurs obstacles ont entravé la reprise économique mondiale en 2013. La croissance des pays industrialisés a ralenti, passant de 1,3 % en 2012 à 1,1 % en 2013. La zone euro a continué de subir la plus longue récession de son histoire en début d'année, pour finalement s'en sortir au deuxième trimestre. Des progrès ont été observés dans cette région alors que les tensions financières se sont apaisées. Prévoyant une faible inflation pendant une période prolongée, la Banque centrale européenne a abaissé son taux directeur en novembre 2013 pour la deuxième fois de l'année. À moins de 1,0 % en décembre, l'inflation se trouvait encore loin de la cible de la banque. Les banques centrales des pays industrialisés ont aussi maintenu des taux d'intérêt très faibles. Plusieurs pays émergents ont souffert de la faible demande des pays industrialisés. Ils ont aussi éprouvé des difficultés à retenir les capitaux étrangers et à stabiliser leur devise à partir de l'été alors que les taux obligataires américains faisaient l'objet d'une hausse. Malgré plusieurs craintes de ralentissement en Chine, le rythme de croissance s'est stabilisé à 7,7 % en 2013.

Les États-Unis ont traversé plusieurs périodes difficiles en 2013, la plupart étant liées à la situation politique et budgétaire. Après le *fiscal cliff* (ou « mur budgétaire ») du début d'année et la mise en œuvre du programme de compressions automatiques des dépenses gouvernementales, l'impasse politique concernant la question budgétaire et le relèvement du plafond de la dette est revenue perturber l'économie américaine à l'automne. Les activités du gouvernement ont d'ailleurs été suspendues pendant 16 jours en octobre. Pour ces raisons, l'économie américaine a vu sa croissance diminuer de 2,8 % en 2012 à 1,9 % en 2013. Une entente bipartite a été signée le 10 décembre 2013, réduisant l'incertitude budgétaire et ravivant la confiance des Américains dans leur économie. Le marché de l'emploi a continué de se rétablir, tout comme le secteur immobilier résidentiel. La Réserve fédérale (Fed) a décidé de réduire ses achats de titres obligataires de 10 G\$ US dès le mois de janvier 2014.

Le Canada a maintenu sa croissance à 1,8 % en 2013. Le secteur extérieur est demeuré affligé par la faiblesse de la demande mondiale. Le Québec et, dans une moindre mesure, l'Ontario ont été directement touchés, mais les provinces plus associées aux ressources naturelles ont aussi souffert du repli des cours des matières premières. Sur le plan national, l'économie canadienne a subi les effets des mesures gouvernementales visant à réduire les déficits et d'une progression moins rapide des investissements des entreprises. Influencés par leurs homologues américains, les taux obligataires canadiens de moyen et de long terme ont encaissé une hausse subite à la fin du printemps qui s'est maintenue jusqu'en fin d'année. Affecté négativement par le secteur des ressources naturelles, le rendement de 9,6 % du S&P/TSX en 2013 a semblé terre par rapport aux 29,6 % enregistrés par le S&P 500 américain.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2014

La situation économique mondiale devrait s'améliorer en 2014, mais demeurer précaire dans plusieurs régions, en particulier dans la zone euro. Les mesures d'austérité et les faiblesses du crédit devraient freiner encore la croissance européenne. La Banque centrale européenne pourrait intervenir de nouveau pour soutenir l'économie et le système financier en abaissant ses taux d'intérêt directeurs ou en utilisant des outils non traditionnels.

Ailleurs dans le monde, les pays émergents devraient se relever progressivement au fur et à mesure du redressement de la situation en Europe et aux États-Unis. Les problèmes politiques et budgétaires américains seraient écartés pour l'instant car la loi sur le plafond de la dette a été suspendue jusqu'au 15 mars 2015. La Fed devrait poursuivre la réduction de ses achats de titres jusqu'à tard en 2014. Il faudrait ainsi composer avec des taux d'intérêt obligataires américains à moyen et long terme légèrement à la hausse en 2014, même si la Fed devrait maintenir ses taux directeurs au plancher jusqu'à l'automne 2015. Malgré cela, l'amélioration graduelle du bilan des ménages et la baisse du taux de chômage devraient soutenir la consommation. La croissance économique américaine devrait s'améliorer pour atteindre 2,9 %.

L'économie canadienne devrait profiter de la progression de la demande mondiale ainsi que d'une légère remontée des cours des matières premières. Les entreprises devraient ainsi être encouragées à investir davantage pour améliorer leur compétitivité. La consommation devrait suivre l'évolution positive du marché de l'emploi et de la hausse des revenus, mais la prudence demeurerait de mise étant donné le taux d'endettement déjà élevé. Au Québec, le marché immobilier devrait se stabiliser en 2014, alors que la plupart des autres provinces devraient subir un ralentissement. Dans l'ensemble, la croissance économique devrait graviter autour de 2,0 % tant au Canada qu'au Québec et en Ontario. L'activité économique ne devrait pas être suffisamment soutenue pour ramener l'inflation au-dessus de la cible médiane de la Banque du Canada, ce qui inciterait celle-ci à maintenir ses taux directeurs inchangés. Les taux obligataires canadiens de moyen et de long terme poursuivront leur lente remontée au gré de l'amélioration des conditions économiques alors que le S&P/TSX devrait générer un rendement semblable à celui de 2013, soit près de 10 %.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société affiche un bénéfice net de 25,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, soit un rendement de 1,7 %, comparativement à un bénéfice net de 53,5 M\$ (rendement de 4,2 %) pour l'exercice précédent. Le bénéfice net combiné aux frais d'émission d'actions de 1,7 M\$ (nets des impôts de 1,2 M\$) comptabilisés au capital-actions ont résulté en une augmentation de l'actif net par action à 11,66 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 11,47 \$ à la fin de l'exercice 2012. À titre indicatif, au prix actuel de 11,66 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtiendrait un rendement annuel se situant entre 7,7 % et 8,3 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu. Rappelons que pour tout achat entre le 24 mars 2006 et le 9 novembre 2007, le crédit d'impôt octroyé était de 35 %, alors que pour les périodes avant et après ces dates, le crédit d'impôt était de 50 %.

Les résultats de la Société proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions respectives de 4,3 % et 0,3 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 2,9 % sur le rendement de la Société.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par la Société lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	2013				2012			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Investissements à impact économique québécois	683	49,5	8,9	4,3	588	46,3	12,0	5,2
Autres investissements et encaisse	698	50,5	0,5	0,3	680	53,7	4,1	2,3
	1 381	100,0	4,6	4,6	1 268	100,0	7,5	7,5
Charges, nettes des frais d'administration			(2,3)	(2,3)			(2,5)	(2,5)
Impôts			(0,6)	(0,6)			(0,8)	(0,8)
Rendement de la Société			1,7	1,7			4,2	4,2

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Composition du portefeuille

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en cinq catégories d'actif.

La catégorie d'actif « Capital de développement » se compose essentiellement d'investissements non garantis sous forme de participations minoritaires au capital-actions, d'avances ou de prêts. Ces financements s'adressent à des entreprises en expansion ou à maturité. Ils peuvent également s'appliquer à des entreprises en démarrage situées en régions ressources. Le montant des investissements de cette catégorie varie généralement entre 100 k\$ et 10 M\$. Toutefois, depuis juillet 2010, tout investissement de 3 M\$ ou moins (5 M\$ ou moins depuis juillet 2013) dans une nouvelle entreprise partenaire est généralement effectué par le biais du fonds Capital croissance PME S.E.C. (CCPME) et est alors présenté dans la catégorie « Fonds ». Une description de CCPME est présentée un peu plus loin.

La catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » a un double mandat. Tout d'abord, la Société vise à acquérir des entreprises pour en assurer la continuité ou pour consolider des secteurs prometteurs tout en favorisant le maintien de leur propriété au Québec. De plus, elle appuie la croissance d'entreprises rentables de tous les secteurs d'affaires du Québec en participant à leur capital-actions ou en s'associant à titre de créancier non garanti pour des montants variant de 5 M\$ à 30 M\$. Les portefeuilles « Innovations technologiques » et « Capital de risque – Santé » sont composés d'investissements directs dans des entreprises spécialisées des secteurs des technologies de l'information et des sciences de la vie. Au 31 décembre 2013, ces portefeuilles ne comptent plus que sept entreprises (juste valeur de 18,1 M\$) et trois entreprises (juste valeur de 1,9 M\$) respectivement. La Société vise à optimiser la valorisation des participations détenues mais, depuis 2008, ne réalise plus de nouveaux investissements directement dans ces catégories d'actif. Les investissements dans des entreprises technologiques ou innovantes se font plutôt par le biais de son fonds partenaire Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI).

Ayant un niveau de capitalisation limité, la Société cherche des moyens innovateurs pour contribuer encore davantage au développement économique du Québec. Ainsi, elle poursuit sa mission par le biais de plusieurs leviers qu'elle contribue à développer en collaboration avec son gestionnaire, Desjardins Capital de risque et dont elle est le pilier. La catégorie d'actifs « Fonds » est principalement constituée de ces leviers qui forment l'écosystème entrepreneurial de la Société regroupant les fonds destinés à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat au Québec par leur intervention directe dans près de 210 entreprises. Une description plus détaillée de chacun d'eux est présentée ci-après.

- CCPME, dont l'objectif principal est d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 3 M\$, a été créé le 1^{er} juillet 2010. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont initialement engagées à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 200 M\$, déboursée en grande partie sur une période de trois ans. Au mois de juillet 2013, les commanditaires se sont engagés à investir une somme additionnelle de 20 M\$, répartie à parts égales (donc une somme maximale totale de 220 M\$), à augmenter le montant maximal par investissement à 5 M\$ et à prolonger la période d'investissement jusqu'au 31 décembre 2013. Notons que depuis juillet 2013, CCPME ne fait plus de nouveaux financements de coopératives, ce type de financement étant désormais effectué par le biais du nouveau fonds Essor et Coopération, présenté un peu plus loin. Au 31 décembre 2013, la Société avait déboursé 95,6 M\$ sur son engagement total de 110 M\$, permettant ainsi à CCPME d'appuyer 177 entreprises et fonds dans leur développement. La période d'investissement de CCPME étant maintenant terminée, les fonds engagés mais non déboursés, totalisant 14,4 M\$, serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 1^{er} juillet 2021.
- La Société annonçait en avril dernier, la reconduction de l'entente de partenariat avec la CDPQ par l'entremise d'un nouveau fonds : CCPME II. Un montant maximal de 230 M\$ additionnels dont la majorité sera investie sur une période de trois ans, servira à appuyer les petites et moyennes entreprises du Québec. La Société s'est engagée pour une somme de 115 M\$. CCPME II a débuté ses activités le 1^{er} janvier 2014 et les premiers investissements sont prévus au premier trimestre 2014.
- La Société est aussi commanditaire majoritaire du fonds DI qui est également géré par DCR. DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ dans un écosystème composé de plusieurs fonds et partenaires ayant pour but d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Au 31 décembre 2013, un total de 29 entreprises et fonds ont bénéficié de 27,4 M\$ déboursés par DI.
- La société en commandite Essor et Coopération a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. Ce nouveau fonds, dont la gestion a été confiée à DCR, devrait bénéficier d'une capitalisation de 44 M\$, alors que la Société s'est engagée pour une somme de 40 M\$. Parallèlement, cette société en commandite a conclu une entente avec la Banque de développement du Canada et le

COMPOSITION DE LA CATÉGORIE D'ACTIF « FONDS » (montants à la juste valeur)

	AU 31 DÉCEMBRE 2013		AU 31 DÉCEMBRE 2012
	PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ (%)	(M\$)	(M\$)
Écosystème entrepreneurial			
CCPME	50,0	78,4	56,9
DI	54,5	52,9	56,6
Essor et Coopération	100,0	11,0	–
Autres fonds initiés par la Société		10,6	9,5
		152,9	123,0
Autres fonds		19,1	19,7
		172,0	142,7

réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et Centres d'aide aux entreprises (CAE) afin de co-investir dans certains projets, mettant ainsi une somme de près de 60 M\$ à la disposition des coopératives québécoises. Depuis la création du fonds Essor et Coopération le 1^{er} janvier 2013, la Société a déboursé 11,8 M\$ sur son engagement total de 40 M\$, permettant ainsi au fonds Essor et Coopération d'appuyer trois coopératives dans leur développement.

- Le Fonds Relève Québec offre des prêts à des conditions avantageuses aux repreneurs québécois lors du transfert d'entreprises afin de financer une partie de leur mise de fonds. Le gouvernement du Québec ainsi que deux autres partenaires participent au financement de ce fonds. Au 31 décembre 2013, la Société avait déboursé 2,1 M\$ sur son engagement de 10 M\$.
- En novembre 2012, la Société en association avec le gouvernement du Québec, CDPQ, le Mouvement Desjardins, la Fédération des chambres de commerce du Québec, la Fondation de l'entrepreneuriat et Québecor ont créé le fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c. Cette initiative permet de cibler et de soutenir les nouveaux entrepreneurs les plus prometteurs, et ce, aux quatre coins du Québec. Le programme offre un accompagnement global aux entrepreneurs par l'attribution de prêts sans intérêt ni garantie d'une valeur maximale de 30 k\$, jumelés à du mentorat et à un appui technique. Le budget du programme est de l'ordre de 7 M\$. La Société s'est engagée pour une somme de 1 M\$ par le biais de CCPME. Au 31 décembre 2013, le fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c. avait déboursé 1,1 M\$ lui permettant ainsi d'appuyer 52 entrepreneurs dans leur développement.

Activité d'investissements à impact économique québécois

Des investissements de 143,7 M\$ réalisés au cours de l'exercice 2013, ainsi que des produits de cession de 101,0 M\$ et des gains nets réalisés et non réalisés de 32,0 M\$ ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 733,5 M\$ au 31 décembre 2013 (658,8 M\$ au 31 décembre 2012). La somme des investissements réalisés au cours de l'exercice est principalement attribuable aux investissements faits dans les catégories d'actif « Fonds » et « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » pour des montants de 51,0 M\$ et 61,4 M\$ respectivement.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 227,6 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 142,4 M\$ au 31 décembre 2012. La signature de CCPME II au 4^e trimestre explique en bonne partie cette hausse des fonds engagés mais non déboursés. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2013 s'élevaient à 899,1 M\$ dans 163 entreprises, coopératives et fonds, dont 671,5 M\$ ont été déboursés.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 15,0 M\$ (11,4 M\$ au 31 décembre 2012) découlent en grande partie de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par la Société. Au cours de l'exercice, la Société n'a remboursé aucun billet, ni passif financier. La juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la hausse de 3,6 M\$, ce qui, jumelée à des gains de 8,3 M\$ sur ces investissements, génère un gain net de 4,7 M\$.

Rendement du portefeuille

RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF	2013				2012			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Capital de développement	154	11,1	4,2	0,5	151	11,9	12,1	1,4
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	362	26,2	12,1	3,0	263	20,8	23,0	3,6
Innovations technologiques	10	0,7	8,3	0,1	13	1,0	14,2	0,2
Capital de risque – Santé	0	0,1	158,4	0,1	42	3,3	(4,0)	(0,3)
Fonds	157	11,4	5,9	0,6	119	9,3	3,8	0,3
	683	49,5	8,9	4,3	588	46,3	12,0	5,2

Au cours de l'exercice 2013, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution positive de 61,4 M\$, soit un rendement de 8,9 %, comparativement à 66,0 M\$ en 2012 (rendement de 12,0 %). Le rendement de 2013 est surtout attribuable à la bonne performance de la catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » qui a vu certaines de ses entreprises se démarquer dans le contexte économique actuel.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers \$)	2013	2012
Produits	33 194	31 784
Gains et pertes	28 234	34 259
	61 428	66 043

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Depuis le 1^{er} janvier 2013, les honoraires de négociation, représentant 2,8 M\$ pour l'exercice 2013, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par la Société. Ce changement vise à compenser le gestionnaire pour les frais qu'il encourt. Ces honoraires de négociation continuent à être considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

La Société a enregistré aux résultats de l'exercice un gain de 28,2 M\$, comparativement à un gain de 34,3 M\$ en 2012.

Au 31 décembre 2013, le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois a légèrement augmenté comparativement à celui observé un an plus tôt, tel qu'expliqué à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire et d'actions privilégiées, procure des revenus courants stables à la Société et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements.

Au 31 décembre 2013, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 717,2 M\$, comparativement à 678,2 M\$ au 31 décembre 2012. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 31 décembre 2013, 65 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (70 % au 31 décembre 2012).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 49 % au terme de l'exercice de 2013, comparable à la proportion observée au 31 décembre 2012. Les fonds engagés mais non déboursés de 227,6 M\$, représentant 15 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de la Société pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

La Société anticipe que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait diminuer graduellement au cours des prochains exercices afin de se situer autour de 35 % lorsque le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

La Société met en place des stratégies de gestion des liquidités du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les liquidités nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le conseiller en valeurs mandaté par le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Ces opérations sont effectuées dans un portefeuille de superposition et les limites de risques potentiels qui y sont associées sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le conseiller en valeurs. Cette activité a généré un gain de 0,8 M\$ pour l'exercice 2013 (1,3 M\$ en 2012). Au 31 décembre 2013, la Société n'avait aucune position de marché.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers \$)	2013	2012
Produits	21 098	21 108
Gains et pertes	(17 564)	8 118
	3 534	29 226

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution positive de 3,5 M\$ pour l'exercice 2013, comparativement à une contribution positive de 29,2 M\$ en 2012. Les produits courants sont équivalents à ceux de la même période en 2012.

Pour l'exercice 2013, la Société a enregistré une perte sur son portefeuille des autres investissements de 17,6 M\$. La perte découle principalement de la hausse des taux obligataires. Ainsi, les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement de 1,95 % au 31 décembre 2013, à la suite d'une hausse de 57 points de base pendant l'exercice.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. La poursuite éventuelle de la remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs financiers de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations de taux d'intérêt sur les résultats de la Société.

SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 31 décembre 2013, ce réseau de distribution était constitué de 360 caisses Desjardins et de 937 centres de service, pour un total de 1 297 points d'accès.

En date du présent rapport, la souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. La période de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que son capital-actions n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, le plafond de capitalisation de la Société établi à 1 250 M\$.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle où le plafond aura été atteint pour une première fois, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 31 décembre 2013, le capital-actions de la Société s'élève à 1 285 M\$ pour 126 164 932 actions en circulation. La Société juge peu probable que les rachats qui s'effectueront au cours des deux premiers mois de l'année 2014 permettent de ramener la capitalisation en deçà de 1 250 M\$ d'ici la fin de la période de capitalisation, le 28 février 2014. Dans les circonstances et compte tenu des limites en vigueur prévues à la loi constitutive de la Société en date du présent rapport, soit le 12 février 2014, le montant des souscriptions permises pour la prochaine période de capitalisation débutant le 1^{er} mars 2014 devrait être réduit de façon importante, sous réserve de discussions en cours avec le gouvernement.

Les souscriptions recueillies au cours de l'exercice 2013 se sont élevées à 150,0 M\$, soit le même montant que pour l'exercice 2012.

L'émission 2013, mise en vente le 15 avril dernier, a connu un succès sans précédent alors que le montant maximal de 150 M\$ disponible pour la présente période de capitalisation a été entièrement écoulé en quelques heures seulement.

Pour l'exercice 2013, les rachats et achats de gré à gré se sont élevés à 59,1 M\$ (67,4 M\$ en 2012). La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats.

Au 31 décembre 2013, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à plus de 350 M\$. Au cours de l'exercice 2014, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 112 M\$ deviendront également éligibles au rachat, pour un potentiel de rachats pour l'exercice 2014 avoisinant 462 M\$.

Les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2013 s'élèvent à 1 470,6 M\$ et se répartissent par émission comme suit :

ÉMISSION	PRIX D'ÉMISSION (\$)	SOLDE* (M\$)	RACHAT POSSIBLE À COMPTER DE
2001	10,00	31,7	2008
2002	10,00	90,3	2009
2003	10,12 et 10,24	44,7	2010
2004	10,25	55,8	2011
2005	10,25	62,7	2012
2006	10,37 et 10,21	64,9	2013
2007	10,21 et 9,92	112,3	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	164,7	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	180,2	2016
2010	9,73 et 9,80	177,6	2017
2011	9,91 et 10,02	175,3	2018
2012	11,02	158,2	2019
2013	11,47	152,2	2020
Capitaux propres		1 470,6	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2013.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a attiré 4 938 nouveaux actionnaires, ce qui, en tenant compte également des rachats survenus, a porté le nombre d'actionnaires à 100 861 au 31 décembre 2013, comparativement à 103 052 au 31 décembre 2012.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers \$)	2013	2012
Frais de gestion	23 533	27 529
Autres frais d'exploitation	3 749	3 376
Services aux actionnaires	1 832	1 611
	29 114	32 516

Les frais de gestion annuels versés à DCR représentent un pourcentage de la valeur moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Ce pourcentage est passé de 2,25 % en 2012 à 2,02 % le 1^{er} janvier 2013. Ce taux pourrait être révisé par les parties pour l'exercice 2014.

De plus, depuis le 1^{er} janvier 2013, les honoraires de négociation, représentant 2,8 M\$ pour l'exercice 2013, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

La nouvelle convention de gestion, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. Pour l'exercice 2013, les frais d'émission d'actions nets des impôts afférents se sont élevés à 1,7 M\$. Conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada, la Société présente les frais d'émission d'actions en diminution du capital-actions. Aussi, la nouvelle convention de gestion attribue maintenant à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance. La baisse du taux à 2,02 % discutée précédemment vise à avoir un effet neutre et à limiter l'effet sur les dépenses totales de la Société.

Comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

La hausse des autres frais d'exploitation de 0,4 M\$ s'explique principalement par les frais reliés au processus d'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements qui permettra de gérer l'augmentation du volume des investissements directs et indirects.

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2014, à l'exception du mandat de scrutateur et de la tarification qui a été ajustée depuis le 1^{er} juillet 2013 et qui s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2014.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est renouvelable, d'année en année, aux conditions du marché, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties. De plus, des frais d'émission d'actions, comptabilisés en diminution du capital-actions, ont été payés au réseau des caisses Desjardins pour l'émission 2013.

Le ratio des charges totales d'exploitation a diminué à 2,0 % (2,4 % en 2012). Cette baisse s'explique par la croissance de l'actif moyen, la diminution du taux de frais de gestion annuels versés à DCR, le crédit pour les honoraires de négociation gagnés par DCR et la part de plus en plus importante des actifs investis dans des fonds.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 8,6 M\$ pour l'exercice 2013 comparativement à 9,9 M\$ pour la même période en 2012. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'entreprise, le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2013, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élevaient à 88,3 M\$ (82,6 M\$ en 2012). Les activités d'exploitation ont généré une entrée de liquidités de 3,3 M\$, comparativement à une entrée de liquidités de 4,9 M\$ en 2012.

Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de trésorerie de 82,2 M\$ pour l'exercice 2013 comparativement à 109,0 M\$ pour 2012. Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 131,9 M\$ pour l'exercice 2013 comparativement à 228,0 M\$ pour 2012. L'année 2012 avait été particulièrement active notamment avec l'acquisition de trois participations importantes, ce qui explique en bonne partie cette différence. Conformément à la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 57,6 M\$ pour l'exercice 2013, comparativement à une utilisation nette de fonds de 8,4 M\$ pour l'exercice 2012.

Au 31 décembre 2013, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 20,3 M\$ (11,0 M\$ au 31 décembre 2012).

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours de l'exercice 2013.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La Société a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion des activités de la Société.

VISION ET MISSION

La Société travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Pour ce faire, la Société a défini sa vision comme suit :

Voilà ce que notre avenir économique prendra racine, ici et maintenant, c'est capital.

Dans cet esprit, la mission de la Société s'énonce ainsi :

Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.

OBJECTIFS

Afin de réaliser sa mission, la Société s'est fixé trois grands objectifs :

- Proposer des montages financiers et des stratégies de développement adaptées aux nouveaux besoins des entreprises, notamment concernant le transfert ou le rachat d'entreprises, afin de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec;
- Valoriser les entreprises partenaires;
- Gérer les actifs financiers de façon intégrée afin d'assurer un rendement raisonnable à l'actionnaire.

La Société compte réaliser ses objectifs d'investissements, entre autres, en assurant sa présence dans toutes les régions du Québec grâce à la vingtaine de bureaux d'affaires de son gestionnaire, ainsi qu'en appuyant les besoins de plus en plus croissants en matière de transfert d'entreprises.

STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La réalisation de la mission et la vision de la Société s'appuient sur les quatre orientations stratégiques suivantes :

- Renforcer le développement économique régional;
- Assurer un rendement raisonnable sur le capital;
- Assurer une capitalisation suffisante pour atteindre les objectifs d'affaires;
- Optimiser l'impact du réseau de distribution.

Le gestionnaire de la Société regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général. Ainsi, en 2013, le gestionnaire répartissait ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires se distinguant principalement selon les tailles d'entreprises et les catégories d'actif :

- **Capital de développement** pour regrouper les activités régionales dont celles des régions ressources et des coopératives;
- **Rachats d'entreprises et investissements majeurs** pour couvrir les investissements majeurs, dont les rachats d'entreprises, et les coopératives de travailleurs actionnaires qui y sont associées, et ceux réalisés en technologies de l'information;
- **Capital de risque – Santé** pour regrouper les quelques investissements des sciences de la vie;
- **Fonds** pour toutes les activités d'investissements effectués dans des fonds.

Chacune des lignes d'affaires correspond à une catégorie d'actif, à l'exception de la ligne d'affaires « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » qui, compte tenu de son profil hétérogène, est composée de deux catégories d'actif, soit « Rachats d'entreprises et investissements majeurs », et « Innovations technologiques ». La Société compte donc cinq catégories d'actif dans son portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Conformément à son orientation stratégique d'appui au milieu coopératif, le gestionnaire de la Société favorise la promotion de coopératives de travailleurs actionnaires, une approche qui permet aux employés de devenir copropriétaires de leur entreprise de concert avec l'équipe de direction et la Société. Les employés ont ainsi l'occasion de participer au développement économique de leur région, tout en partageant la richesse issue de leur milieu respectif.

La Société s'est également donnée pour mandat d'optimiser le rendement total obtenu par ses actionnaires, tout en visant à préserver à terme la valeur de leur capital. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, la Société considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à la Société d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité de la valeur de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société se décline ainsi :

- Les actifs financiers de la Société sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de la Société, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle de la valeur de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable.
- Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de la Société en excédent de ses émissions d'actions.
- Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de la Société.

Finalement, la Société doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont investir 60 % de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles et 35 % de ces investissements doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, des pénalités pourraient être assumées par la Société. Au 31 décembre 2013, aucune somme n'était exigible en vertu de ces normes.

GESTION DES RISQUES

GOVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration administre les affaires de la Société et voit à la réalisation de la mission de cette dernière. À ce titre, ses principales fonctions sont de deux ordres : l'orientation et la surveillance de l'ensemble des activités et des risques de la Société. En 2013, le conseil a révisé sa politique de gouvernance laquelle précise ses rôles et responsabilités.

La majorité des membres du conseil d'administration sont indépendants face à la Société selon les principes généralement reconnus pour déterminer l'indépendance, soit en évaluant si les relations d'affaires ou personnelles qui existent entre un administrateur et la Société sont de nature à soulever un doute quant à la capacité de l'administrateur à poser un jugement impartial. Le conseil d'administration évalue également le statut de chaque administrateur et membre externe de comités par rapport au Mouvement Desjardins. Ainsi, un administrateur de la Société n'est pas considéré comme étant indépendant s'il est administrateur, dirigeant ou salarié d'une personne morale qui est en relation d'affaires avec la Société et qui fait également partie du Mouvement Desjardins (l'administrateur siégeant au conseil d'administration d'une caisse du Mouvement est considéré indépendant de la Société).

Au cours de l'année 2013, le processus de gestion des risques a fait l'objet d'une attention particulière du conseil d'administration. Ainsi, le conseil a notamment traité du niveau d'appétit pour le risque, de l'évolution de la

gestion des risques et de ses pratiques, du cadre de gestion des risques et des indicateurs associés à chaque risque. Il a révisé les chartes des comités et s'est assuré que la surveillance et l'encadrement des différents risques identifiés étaient répartis entre les comités.

Le conseil d'administration est appuyé par sept comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent à toutes les réunions du conseil et des comités.

Chaque comité, lorsqu'il le juge à-propos, tient une séance à huis clos en l'absence des ressources du gestionnaire. Chaque comité évalue son rendement sur une base régulière en regard de son mandat et présente ses conclusions au conseil d'administration.

Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil d'administration, les principales responsabilités des comités sont présentées ci-après.

Comité exécutif

Le comité exécutif est composé de cinq membres dont une majorité d'indépendants. Conformément aux Règlements généraux de la Société, ce comité a l'autorité d'exercer tous les pouvoirs du conseil d'administration, sauf ceux qui, en vertu de la loi constitutive, doivent être exercés exclusivement par le conseil d'administration ou ceux que celui-ci se réserve expressément. Le comité assume les responsabilités décrites en sept principaux volets : (i) Gouvernance et évaluation de la performance (ii) Processus de gestion globale des risques (iii) Fonctionnement du conseil d'administration et des comités (iv) Souscriptions (v) Investissements (risque de crédit et contrepartie) (vi) Actionnariat (vii) Autres fonctions ou risques opérationnels.

Il assume également un rôle de surveillance des risques particuliers suivants : de crédit et de contrepartie, d'impartition, de réputation (général), de non-conformité aux règlements, à la loi constitutive et à l'encadrement réglementaire de la Société (souscriptions), de poursuites et de la dépendance liée au partenariat avec Desjardins.

Ce comité assiste le conseil d'administration dans la proposition et la révision de la structure et des principes de gouvernance de la Société et gère le processus annuel d'évaluation de l'efficacité du conseil d'administration et des comités. Au titre des autres fonctions, il a également la responsabilité d'interpréter et d'appliquer la politique d'achat de gré à gré et formule des recommandations à cet égard au conseil d'administration. De plus, il discute trimestriellement avec le gestionnaire de la Société des dossiers à risque et des mesures prises pour redresser la situation.

Comité d'audit

Le comité d'audit est composé de quatre membres exclusivement indépendants qui possèdent des connaissances financières et qui ont collectivement un éventail d'expertises pertinentes à leur mandat. Afin d'assurer son indépendance, il rencontre à huis clos et hors la présence du gestionnaire et des membres de la direction, l'auditeur indépendant, à toutes les fois qu'il le juge approprié et minimalement à tous les semestres. Ce comité a comme mandat général d'assister le conseil d'administration dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par le gestionnaire à l'égard de l'information financière. Il veille à ce que le gestionnaire établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa rémunération.

Comité de gestion des actifs financiers

Le comité de gestion des actifs financiers est composé d'au moins quatre membres, dont une majorité sont indépendants, qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient la Société et les risques financiers qui en découlent. Ce comité a comme mandat principal la coordination et l'arrimage des actifs financiers de la Société, afin d'optimiser l'équilibre rendement/risque global. Ce comité effectue le suivi de la performance de la Société et s'assure du respect par celle-ci des cibles réglementaires. Par ailleurs, le comité assume un rôle de surveillance des risques suivants : risques de marché, de liquidité, de crédit et de contrepartie, de concentration et d'impartition à des conseillers en valeur.

Comité de gouvernance et d'éthique

Le comité de gouvernance et d'éthique est composé de trois membres exclusivement indépendants qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances en gouvernance, en éthique ou en déontologie. Ce comité a le mandat général de faire rapport au conseil d'administration sur toute question relative à l'application du Code de déontologie de la Société que le conseil d'administration a pu lui soumettre et joue un rôle de promotion de ce code auprès des administrateurs, des membres de comités et des ressources du Gestionnaire. Il veille, en lien avec le conseil d'administration, au respect de la mission et des valeurs de la Société. Il surveille le risque de non-conformité lié à la gouvernance, à l'indépendance des administrateurs et membres de comités, aux profils des membres des comités du conseil d'administration et à la structure de gouvernance. Il assume également un rôle de surveillance du risque de réputation lié aux investissements. Ce comité s'assure de la mise à jour de la politique de gouvernance et des chartes des comités, révisé les transactions entre personnes liées, analyse les situations de conflits d'intérêts, en plus d'exercer un suivi de la réglementation et des tendances en matière de gouvernance.

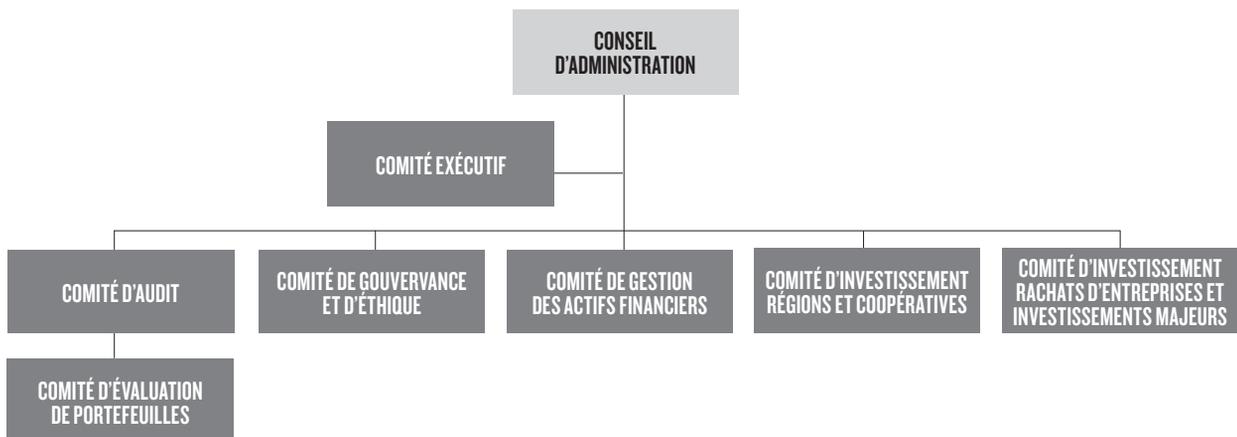
Comités d'investissement

Le comité d'investissement Régions et coopératives, composé de huit membres, et le comité Rachats d'entreprises et investissements majeurs, composé de six membres, ont comme mandat général d'évaluer et d'autoriser des transactions reliées aux investissements à impact économique québécois dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil d'administration et d'en effectuer les suivis appropriés. En plus de ces responsabilités, le comité Rachats d'entreprises et investissements majeurs doit effectuer une revue annuelle de la gouvernance des entreprises partenaires dans le cas des rachats d'entreprises. Ces comités sont composés respectivement de deux administrateurs de la Société, dont l'un d'eux en assume la présidence, et de membres externes choisis en fonction de leur maîtrise et de leur expérience des secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissements à impact économique québécois, et pour leur capacité à apprécier la qualité et détecter les risques liés à une transaction. Les comités sont composés d'une majorité de membres indépendants.

Comité d'évaluation de portefeuilles

Le comité d'évaluation de portefeuilles a comme mandat général de surveiller le risque opérationnel lié à la non-conformité de la méthodologie d'évaluation de portefeuilles. Son rôle consiste en la révision semestrielle de toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de la Société, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus servant à l'évaluation est conforme à la réglementation applicable à la Société. Ce comité est composé de cinq membres dont deux administrateurs indépendants de la Société, dont l'un d'eux en assume la présidence, et de trois membres externes. La majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants possédant collectivement un éventail d'expertises pertinentes à leur mandat.

L'encadrement de gouvernance en 2013 se présentait comme suit :



RELEVÉ DES PRÉSENCES ET RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de la Société pour l'exercice 2013.

NOMS	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMITÉ EXÉCUTIF	COMITÉ D'AUDIT	COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS	COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE	COMITÉ D'INVESTISSEMENT RÉGIONS ET COOPÉRATIVES	COMITÉ D'INVESTISSEMENT RACHATS D'ENTREPRISES ET INVESTISSEMENTS MAJEURS	COMITÉ D'ÉVALUATION DE PORTEFEUILLES	RÉMUNÉRATION
(nombre de réunions et sessions d'accueil ou de formation)	(9 séances)	(8 séances)	(4 séances)	(4 séances)	(7 séances)	(16 séances)	(9 séances)	(3 séances)	(\$)
Chantal Bélanger	9/9		4/4					3/3	23 100
Évangéliste Bourdages	9/9	2/3			7/7				25 571
Yvan Deschamps	6/7			2/3					13 355
Marlène Deveaux	9/9		4/4		4/4	14/16			28 800
Maurice Doyon	9/9	7/8		4/4		15/16			35 300
Francine Ferland	9/9		4/4		7/7				22 800
Josée Fortin	4/4				2/2		5/5		15 829
Pierre Gauvreau	9/9	8/8		4/4					23 900
André Lachapelle	9/9	7/8		4/4					40 700
Steeve Lepage	1/1			1/1					4 137
Jean-Claude Loranger	8/9			4/4					18 600
Bruno Morin	9/9	8/8	4/4	4/4			9/9		38 300
Jacques Plante	9/9	5/5	4/4					3/3	38 300
Claudine Roy	9/9			4/4					18 800
Pierre Barnès *							9/9		9 200
Guy Delisle *						14/16			10 200
Marc-André Dionne *							9/9		9 200
Michel Duchesne *						16/16			10 900
Yves Lavoie *						16/16			10 900
Gilles Metcalfe *							9/9		9 200
Sébastien Mailhot *								3/3	6 500
Michel Martineau *								3/3	6 500
Guy Morin *						8/16			7 800
Marcel Ostiguy *							9/9		9 200
George Rossi *								3/3	5 000
Michel Rouleau *						15/16			10 700
Nancy Wilson *						14/16			9 900
Rémunération totale									462 692

* Membre externe de comité

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU

La rémunération comprend les indemnités et les allocations de présence relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux sessions d'accueil, aux séances de formation et aux rencontres de travail des comités spéciaux.

En plus de l'indemnité et l'allocation de présence versées aux administrateurs pour leur présence aux réunions, aux sessions d'accueil ou de formation, le directeur général reçoit un montant forfaitaire supplémentaire de 10 000 \$, lequel n'est pas inclus dans le tableau. Bruno Morin occupe ce poste depuis le 5 mai 2005.

Yvan Deschamps a siégé à titre d'administrateur du 5 avril au 18 décembre 2013.

Josée Fortin a siégé à titre d'administratrice jusqu'au 15 août 2013.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, le risque de crédit et de contrepartie et le risque de liquidité ont été auditées par l'auditeur indépendant de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 12 février 2014.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur la Société sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 707,5 M\$ (670,8 M\$ au 31 décembre 2012). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées pour une juste valeur de 271,1 M\$ (308,6 M\$ au 31 décembre 2012).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 12,3 M\$ (13,5 M\$ au 31 décembre 2012) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 621,7 M\$ (592,6 M\$ au 31 décembre 2012) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 27,3 M\$ du résultat net, représentant une diminution de 1,9 % du prix de l'action de la Société au 31 décembre 2013 (27,8 M\$ pour 2,1 % au 31 décembre 2012). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 28,7 M\$ représentant une augmentation de 2,0 % du prix de l'action (29,4 M\$ pour 2,2 % au 31 décembre 2012). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 73,5 M\$ (64,7 M\$ au 31 décembre 2012) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est limité compte tenu des montants en jeu.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels la Société détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 141,4 M\$ (167,2 M\$ au 31 décembre 2012), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 129,7 M\$ (141,4 M\$ au 31 décembre 2012), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2013, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans trois entreprises cotées pour une valeur de 1,6 M\$ représentant 0,1 % de l'actif net (trois entreprises d'une valeur de 2,0 M\$ au 31 décembre 2012 représentant 0,1 % de l'actif net). Ainsi, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de la Société.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère représentent une juste valeur de 142,0 M\$ soit 9,7 % de l'actif net au 31 décembre 2013, comparativement à 116,7 M\$ soit 8,6 % de l'actif net au 31 décembre 2012.

La Société vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2013, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 133,0 M\$ US (114,0 M\$ US au 31 décembre 2012) au taux de 1,0623 \$ CA/\$ US (0,9946 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2012) ainsi que 0,1 M\$ AU (dollar australien) (1,4 M\$ AU au 31 décembre 2012) au taux de 0,9441 \$ CA/\$ AU (1,0294 \$ CA/\$ AU au 31 décembre 2012), et ce, le 31 mars 2014.

Au 31 décembre 2013, l'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 0,4 M\$ (1,9 M\$ au 31 décembre 2012). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par catégorie d'actif et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7, font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les répartir entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater une légère augmentation de la proportion des investissements ayant une cote de risque supérieure ou égale à 7 comparativement à l'année 2012. Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

		AU 31 DÉCEMBRE 2013		AU 31 DÉCEMBRE 2012	
Cotes		(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	706 932	96,4	643 223	97,6
7 à 9	À risque	19 160	2,6	11 963	1,8
10 à 12	À haut risque et en insolvabilité	7 815	1,0	3 859	0,6

Pour la quasi-totalité de la juste valeur du portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB- de Standard & Poor's ou DBRS, ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	AU 31 DÉCEMBRE 2013		AU 31 DÉCEMBRE 2012	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	42,6	21,3	39,2	19,0
Autres investissements*	45,8	21,7	52,0	25,8

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 100,0 % (90,4 % au 31 décembre 2012) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 35 % des actifs sous gestion lorsque le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations et des liquidités se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont également mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

CONVENTIONS COMPTABLES – NORMES INTERNATIONALES IFRS

Historique

En 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») confirmait qu'à compter du 1^{er} janvier 2011, les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») remplaceront les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») au Canada actuellement en vigueur pour certaines

sociétés, dont les sociétés publiques. Après plusieurs reports, le CNC a décidé en décembre 2011 que les IFRS pour les sociétés de placement devront être adoptées à compter du 1^{er} janvier 2014. Ainsi, les IFRS devront être adoptées par la Société pour ses états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Description du projet de conversion

La Société a élaboré un plan de conversion en trois étapes : étape 1 – Diagnostic, étape 2 – Conception et planification et étape 3 – Mise en œuvre. Durant ces étapes, la Société bénéficie du soutien et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins ainsi que de l'appui d'experts externes.

Étape 1 : Diagnostic

La phase de diagnostic a pour objectif de déterminer à haut niveau les principales incidences du passage aux IFRS sur la Société quant à sa comptabilité, son information financière, sa gestion et ses systèmes d'information. Cette phase a permis à la Société d'identifier de façon préliminaire les domaines où l'application des IFRS aurait davantage d'incidences.

Suivant la publication des nouvelles exigences visant les entités d'investissement survenue à la fin de l'année 2012, la Société a été en mesure de compléter la phase de diagnostic incluant la revue des conclusions qui avaient été tirées de façon préliminaire.

Étape 2 : Conception et planification

L'étape 2 implique une évaluation détaillée, du point de vue de la comptabilité, de l'information financière, de la gestion et des systèmes d'information, des changements résultant de la conversion aux IFRS. Le projet a été divisé en onze segments, fondés sur les sujets de comptabilité les plus pertinents pour la Société. Les principaux aspects couverts pour les différents sujets sont :

- Procédures et politiques comptables
- Préparation des états financiers
- Formation et communication
- Impacts sur les affaires et la gestion
- Systèmes d'information
- Environnement de contrôle

Des conclusions ont été tirées sur les choix de politiques comptables et sur les différences identifiées entre les IFRS et les PCGR canadiens, tel qu'appliqués par la Société. Les sujets clés pour lesquels des changements dans les politiques comptables ou des différences normatives sont attendus sont présentés ci-dessous dans la section « Principales incidences du passage aux IFRS ».

Étape 3 : Mise en œuvre

L'étape 3 du projet de conversion consiste à mettre en œuvre les conclusions tirées du travail qui a été effectué durant l'étape 2 en appliquant les changements nécessaires aux processus d'affaires et comptables ainsi qu'aux systèmes d'information. La documentation présentant les procédures et politiques comptables approuvées et conformes aux IFRS, est également préparée à cette étape. De plus, la mise en œuvre comprend l'élaboration d'un modèle d'états financiers conformes aux IFRS, incluant les notes pertinentes.

Avancement du projet de conversion

La majeure partie des travaux de la phase de mise en œuvre a été effectuée dans le deuxième semestre de 2013. L'élaboration du modèle d'états financiers conformes aux IFRS est actuellement en cours.

Première application des IFRS

L'IFRS 1 – *Première application des Normes internationales d'information financière* fournit aux entités adoptant les IFRS pour la première fois un certain nombre d'exemptions optionnelles ainsi que des exceptions obligatoires à l'exigence générale d'appliquer rétrospectivement l'ensemble des IFRS. Aucune exemption n'est applicable par la Société.

Principaux impacts sur les processus d'affaires

Les différences identifiées entre les IFRS et les PCGR canadiens n'ont aucun impact significatif sur les résultats et la position financière publiés par la Société.

La présentation de certaines informations financières sera modifiée aux états financiers de la Société. De plus, les effets de la conversion aux IFRS sur les activités courantes et les systèmes d'information de la Société sont considérés comme relativement mineurs.

Principales incidences du passage aux IFRS

Notion d'entité d'investissement :

La publication par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), organisme responsable de la normalisation internationale, en octobre 2012 du document « Entités d'investissement (amendements à l'IFRS 10, l'IFRS 12 et l'IAS 27) » définit les entités d'investissement et prévoit une exception au principe de consolidation pour ces entités. Selon cette exception, les entités d'investissement évaluent leurs placements dans des entités qu'elles contrôlent à la juste valeur – au lieu de les consolider – et elles inscrivent les variations de juste valeur aux résultats. Sur la base des travaux effectués, la Société a conclu qu'elle répond à la définition d'entité d'investissement présentée dans les amendements, ce qui contribue à rapprocher largement le traitement IFRS applicable de l'esprit de la norme NOC-18 - *Sociétés de placement* actuellement en vigueur au Canada. Conséquemment, aucune incidence significative sur la comptabilisation des participations majoritaires de la Société n'a été identifiée. Les amendements précisent également certaines obligations de divulgation d'informations concernant ces investissements dans des entités contrôlées. La Société évalue présentement les impacts possibles sur la divulgation dans ses états financiers.

Instruments financiers :

L'IFRS 9 – *Instruments financiers* remplacera éventuellement l'IAS 39 – *Instruments financiers*. L'IASB a supprimé de façon temporaire la date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 qui était fixée au 1^{er} janvier 2015, et il déterminera une nouvelle date d'entrée en vigueur lorsque toutes les phases de ce projet seront finalisées. Que ce soit en considération des exigences de l'IAS 39 ou de l'IFRS 9, la transition aux IFRS ne devrait pas avoir d'incidence sur la comptabilisation et la mesure des instruments financiers de la Société selon l'hypothèse où tous les investissements seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (voir la conclusion sur la notion d'entité d'investissement plus haut). En date de transition, la Société a l'option d'adopter par anticipation l'IFRS 9 au lieu de l'IAS 39 actuellement en vigueur. Étant donné les changements à prévoir dans l'IFRS 9 ainsi que le report de la date d'application, la Société n'adoptera pas de façon anticipée cette norme dans ses premiers états financiers IFRS.

Impôts sur le résultat :

L'application de la norme l'IAS 12 – *Impôts sur le résultat* sur la comptabilisation des impôts en main remboursables au titre de gain en capital n'aura aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la Société à la date de transition. La Société évalue présentement les impacts sur la divulgation dans ses états financiers.

Quantification des incidences

Sur la base des travaux effectués à ce jour, la Société n'a identifié aucune incidence significative sur ses résultats et sa position financière lors du passage aux IFRS.

Les différences relevées dans le présent document sont celles existantes sur la base des PCGR et des IFRS applicables à ce jour. La liste ne doit pas être considérée comme une liste exhaustive de tous les changements qui pourraient résulter du projet de conversion aux IFRS de la Société. L'objectif de cette analyse est de présenter les enjeux que la Société croit être les plus significatifs.

Notons également que les organismes de normalisation qui promulguent les IFRS et, dans une moindre mesure les PCGR du Canada, poursuivent des projets importants qui pourraient influencer sur les différences aujourd'hui relevées entre les PCGR canadiens et les IFRS et donc avoir des répercussions sur les états financiers des futurs exercices de la Société. Certaines de ces normes en projets pourraient être d'application obligatoire après 2014. Toutefois, il pourrait être possible de les adopter de façon anticipée afin de réduire le nombre futur de modifications aux politiques comptables. Selon la date de publication des normes définitives susceptibles de découler de ces projets et leur incidence sur la Société, la possibilité d'adopter ces nouvelles normes de façon anticipée sera évaluée de façon continue. La Société a adopté des processus pour s'assurer que ces changements potentiels sont suivis et évalués. Les répercussions futures des IFRS dépendront également de la situation qui sera alors celle de la Société.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

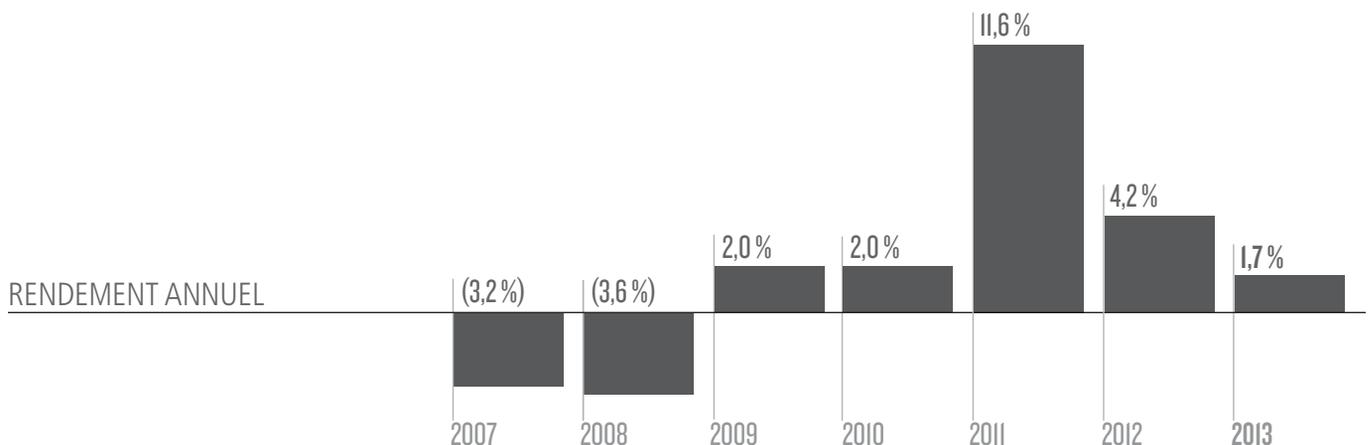
Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont liées. Ces opérations sont décrites à la note 16 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les sept derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION AU 31 DÉCEMBRE 2013

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
1,9 %	4,1 %	5,6 %	1,7 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPALES CATÉGORIES D'ACTIF

Au 31 décembre 2013, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

CATÉGORIES D'ACTIF	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois*	
Capital de développement	10,5
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	26,4
Innovations technologiques	1,2
Capital de risque – Santé	0,1
Fonds	11,7
Total – Investissements à impact économique québécois	49,9
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	1,5
Obligations	42,3
Actions privilégiées	5,0
Total – Autres investissements	48,8

* Incluant les contrats de change

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2013, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs *	34,2
LNH Banque Toronto Dominion (garanti SCHL)	6,0
Financement-Québec	5,3
Fiducie du Canada pour l'habitation	3,8
Province de l'Ontario	3,3
Province de Québec	3,3
Banque de Nouvelle-Écosse	2,4
Banque Royale du Canada	1,9
Banque de Montréal	1,8
Banque Toronto Dominion	1,6
Financière CDP	1,0
LNH Banque de Montréal (garanti SCHL)	0,9

* Les 14 émetteurs représentant collectivement 34,2 % de l'actif net de la Société sont :

- A. & D. Prévost inc.
- ACCEO Solutions inc.
- Avjet Holding inc.
- Camoplast Solideal inc.
- Capital croissance PME S.E.C.
- CBR Laser inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Exo-s-inc.
- Groupe Solotech inc.
- Groupe TELECON
- Industries Fournier inc. (Les)
- La Coop fédérée
- Urecon Group
- Vision Globale A.R. Itée

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 12 février 2014

Le 12 février 2014

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 12 février 2014. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers
31 décembre 2013



Le 12 février 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans aux 31 décembre 2013 et 2012, et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins aux 31 décembre 2013 et 2012 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, Canada

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	2013	2012
	\$	\$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 4)	733 907	659 045
Autres investissements (note 5)	706 996	670 572
Encaisse	9 701	7 357
Comptes débiteurs (note 6)	22 258	29 946
Impôts sur les bénéfices (note 14)	23 654	18 350
	<u>1 496 516</u>	<u>1 385 270</u>
Passif		
Comptes créditeurs (note 8)	3 776	2 501
Billets à payer et passifs financiers (note 9)	15 000	11 352
Impôts sur les bénéfices (note 14)	7 164	14 971
	<u>25 940</u>	<u>28 824</u>
Actif net	<u>1 470 576</u>	<u>1 356 446</u>
Nombre d'actions ordinaires en circulation	126 164 932	118 243 301
Actif net par action ordinaire	11,66	11,47

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle _____, administrateur

(signé) Jacques Plante _____, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice net par action ordinaire)

	2013	2012
	\$	\$
Produits		
Intérêts	42 611	43 474
Dividendes	8 853	6 275
Honoraires de négociation (note 2)	-	3 143
Frais d'administration	518	599
	<u>51 982</u>	<u>53 491</u>
Charges		
Frais de gestion	23 533	27 529
Autres frais d'exploitation (note 13)	3 749	3 376
Services aux actionnaires (note 13)	1 832	1 611
	<u>29 114</u>	<u>32 516</u>
Revenu net d'investissement	<u>22 868</u>	<u>20 975</u>
Gains (pertes) sur investissements		
Réalisés	3 785	54 748
Non réalisés	6 885	(12 372)
	<u>10 670</u>	<u>42 376</u>
Impôts sur les bénéfices (note 14)	<u>8 588</u>	<u>9 916</u>
Bénéfice net de l'exercice	<u>24 950</u>	<u>53 435</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 371 031	115 382 984
Bénéfice net par action ordinaire	0,20	0,46

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars)

	2013 \$	2012 \$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net de l'exercice	24 950	53 435
Ajustements pour		
Gains réalisés sur investissements	(3 785)	(54 748)
Pertes (gains) non réalisées sur investissements	(6 885)	12 372
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	3 631	3 898
Impôts futurs	(25)	191
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(3 119)	(2 498)
	<u>14 767</u>	<u>12 650</u>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 15)	(11 487)	(7 732)
	<u>3 280</u>	<u>4 918</u>
Activités d'investissement		
Acquisitions d'investissements à impact économique québécois	(131 862)	(228 044)
Acquisitions d'autres investissements	(859 964)	(494 939)
Produits de la cession d'investissements à impact économique québécois	107 267	127 434
Produits de la cession d'autres investissements	802 328	486 509
	<u>(82 231)</u>	<u>(109 040)</u>
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	147 357	149 994
Rachat d'actions ordinaires	(59 075)	(67 410)
	<u>88 282</u>	<u>82 584</u>
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	9 331	(21 538)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>10 953</u>	<u>32 491</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 12)	<u>20 284</u>	<u>10 953</u>
Renseignements supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés	20 277	13 916

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de treize membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour la période présentée. Les estimations les plus importantes sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, prêts et avances

Les participations en actions non cotées et les prêts et avances sont inscrits à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées et en des contrats de change. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de revente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de revente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le coût de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de convention de rachat.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs et comptes créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

La juste valeur des comptes débiteurs (sauf les montants à recevoir sur les cessions d'investissements), de l'encaisse et des comptes créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

Les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur laquelle est établie de la même façon que celle des investissements à impact économique québécois.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Aux résultats, les plus ou moins values réalisées ou non réalisées sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à l'acquisition de certains investissements et sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets et passifs financiers à la date du bilan.

Capitaux propres

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôt, sont inclus dans l'évolution des capitaux propres.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices. Elle est également assujettie aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Selon ces règles, la Société peut obtenir le remboursement de ses impôts payés sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Constatation des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré. Depuis le 1^{er} janvier 2013, ces honoraires sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. (« DCR »), son gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

Gains et pertes sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Les gains et les pertes non réalisés sur les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur.

Gains et pertes réalisés sur billets à payer et passifs financiers

Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement du billet ou du passif financier et sa valeur initiale. Ces gains et pertes ne prennent pas en compte les gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

3 Modification future de conventions comptables

À titre de société de placement, la Société cessera d'établir ses états financiers conformément aux PCGR du Canada tel qu'il est décrit à la Partie V du Manuel de l'ICCA - Normes comptables en vigueur avant le basculement, pour les périodes commençant le 1^{er} janvier 2014. À ce moment, la Société commencera à appliquer les IFRS comme référentiel comptable.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois* est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	2013		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires et parts de fonds	396 091	66 754	462 845
Actions privilégiées	83 997	6 613	90 610
Prêts et avances	185 187	(10 185)	175 002
Garantis			
Prêts et avances	6 272	(822)	5 450
	671 547	62 360	733 907
	2012		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires et parts de fonds	316 091	34 355	350 446
Actions privilégiées	78 465	2 142	80 607
Prêts et avances	225 225	(2 708)	222 517
Garantis			
Prêts et avances	5 633	(158)	5 475
	625 414	33 631	659 045

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 127,6 M\$ (92,6 M\$ au 31 décembre 2012), ainsi qu'en dollars australiens pour une juste valeur de 0,1 M\$ (1,3 M\$ au 31 décembre 2012).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,3 % (11,3% au 31 décembre 2012) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,5 années (4,2 années au 31 décembre 2012). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par catégorie d'actif s'établit comme suit :

Catégorie d'actif	2013				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non débourrés ¹ \$	Engagement total \$
Capital de développement	154 102	(320)	153 782	2 450	156 232
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	315 223	72 869	388 092	24 000	412 092
Innovations technologiques	23 168	(5 038)	18 130	-	18 130
Capital de risque - Santé	13 456	(11 515)	1 941	-	1 941
Fonds	165 598	6 364	171 962	201 143	373 105
Total	671 547	62 360	733 907	227 593	961 500

Catégorie d'actif	2012				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non débourrés ¹ \$	Engagement total \$
Capital de développement	155 817	2 108	157 925	3 596	161 521
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	285 690	52 684	338 374	12 500	350 874
Innovations technologiques	25 196	(7 521)	17 675	-	17 675
Capital de risque - Santé	13 456	(11 056)	2 400	-	2 400
Fonds	145 255	(2 584)	142 671	126 254	268 925
Total	625 414	33 631	659 045	142 350	801 395

¹ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>2018 et suivants</u>	<u>Total</u>
77 938 \$	46 303 \$	46 478 \$	19 929 \$	36 945 \$	227 593 \$

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	2013		
	Coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur
	\$	\$	\$
Obligations			
Fédérales ou garanties	183 418	835	184 253
Provinciales, municipales ou garanties	221 118	(230)	220 888
Institutions financières	160 829	2 831	163 660
Sociétés	52 318	560	52 878
	617 683	3 996	621 679
Instruments de marché monétaire ¹	12 278	-	12 278
Contrats de change ²	-	(484)	(484)
Actions privilégiées	76 186	(2 663)	73 523
Total	706 147	849	706 996

Répartition des obligations par échéance

	2013			
Échéance	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	-	381 060	236 623	617 683
Valeur nominale	-	374 707	229 253	603 960
Juste valeur	-	385 445	236 234	621 679
Taux moyen nominal ³	-	3,00 %	3,83 %	3,31 %
Taux moyen effectif	-	2,44 %	3,26 %	2,75 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2012		
	Coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur
	\$	\$	\$
Obligations			
Fédérales ou garanties	178 728	5 758	184 486
Provinciales, municipales ou garanties	228 099	4 062	232 161
Institutions financières	136 665	5 889	142 554
Sociétés	30 983	2 415	33 398
	574 475	18 124	592 599
Instrument de marché monétaire ¹	13 508	-	13 508
Contrats de change ²	-	(247)	(247)
Actions privilégiées	63 500	1 212	64 712
Total	651 483	19 089	670 572

Répartition des obligations par échéance

	2012			
Échéance	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	-	278 566	295 909	574 475
Valeur nominale	-	272 869	282 370	555 239
Juste valeur	-	283 799	308 800	592 599
Taux moyen nominal ³	-	3,22 %	3,96 %	3,59 %
Taux moyen effectif	-	2,35 %	3,20 %	2,79 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 31 décembre 2013, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance au moment de leur acquisition entre 2 et 5 mois (entre 2 et 9 mois au 31 décembre 2012).

² Les contrats de change pour vendre un notionnel de 133,0 M\$ US et de 0,1 M\$ AU (dollar australien) ont une échéance de trois mois (114,0 M\$ US et 1,4 M\$ AU au 31 décembre 2012).

³ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens à l'exception des contrats de change.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6 Comptes débiteurs

	2013	2012
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	4 975	4 665
Taxes de vente à recevoir	189	761
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	15 234	23 436
Autres comptes débiteurs	1 860	1 084
	22 258	29 946

Les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 14,3 M\$ (22,8 M\$ au 31 décembre 2012).

7 Marge de crédit

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$ au près de la Caisse centrale Desjardins. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins plus 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

8 Comptes créditeurs

	2013 \$	2012 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 100	1 859
Autres comptes créditeurs	1 676	642
	3 776	2 501

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente et une échéance au 30 novembre 2013. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté à ce montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion assumés par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Le 30 novembre 2013, une nouvelle entente a prolongé la durée des billets pour une période de 6 mois, soit jusqu'au 31 mai 2014, avec les mêmes modalités.

Au 31 décembre 2013, des billets à payer d'une juste valeur de 10,4 M\$ étaient liés à des investissements évalués en dollars américains (8,5 M\$ au 31 décembre 2012).

Le 27 avril 2012, la Société a acquis de Régime de rentes du Mouvement Desjardins des investissements d'une juste valeur de 5,9 M\$ pour une contrepartie en argent. Dans les trois ans suivant leur acquisition, si la Société cède les investissements pour un montant supérieur au coût initial, un montant supplémentaire établi en fonction du montant encaissé sera payable à Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

10 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1er mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2014 est de 150 M\$. Au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, cette limite a été respectée.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La nouvelle convention de gestion, entrée en vigueur le 1er janvier 2013, attribue maintenant à la Société des frais d'émission d'actions, auparavant pris en charge par le réseau des caisses Desjardins. La Société présente les frais d'émission d'actions, au montant de 1,7 M\$ net d'impôt en 2013, en diminution du capital-actions.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

11 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 10.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2013 \$	2012 \$
Encaisse	9 701	7 357
Instruments de marché monétaire	10 583	3 596
	20 284	10 953

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

13 Charges

	2013	2012
	\$	\$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	249	269
Rémunération des administrateurs	473	368
Autres honoraires professionnels	910	704
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	110	112
Frais informatiques	1 568	1 291
Autres charges	439	632
	<u>3 749</u>	<u>3 376</u>
	2013	2012
	\$	\$
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	1 257	1 336
Communication de l'information aux actionnaires	386	134
Autres charges	189	141
	<u>1 832</u>	<u>1 611</u>

14 Impôts sur les bénéfices

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	Résultats	2013 Évolution des capitaux propres	Résultats	2012 Évolution des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$
Impôts exigibles	8 613	(257)	9 725	-
Impôts futurs	(25)	(898)	191	-
	<u>8 588</u>	<u>(1 155)</u>	<u>9 916</u>	<u>-</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2013	2012
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 %	13 382	25 277
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées sur investissements	352	(8 566)
Dividendes non imposables	(3 533)	(2 503)
Impôts remboursables	(1 473)	(4 632)
Autres	(140)	340
	<u>8 588</u>	<u>9 916</u>

c) Les soldes d'impôts sur les bénéfices comprennent les éléments suivants :

	2013		2012	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
	\$	\$	\$	\$
Impôts en main remboursables au titre de gain en capital réalisé	10 397	-	11 169	-
Impôts sur les bénéfices à recouvrer (à payer)	4 924	-	-	(8 036)
	<u>15 321</u>	<u>-</u>	<u>11 169</u>	<u>(8 036)</u>
Impôts futurs en main remboursables au titre de gain en capital non réalisé	7 368	-	7 181	-
Impôts futurs - Frais d'émission	965	-	-	-
Impôts futurs - Investissements	-	(7 164)	-	(6 935)
	<u>8 333</u>	<u>(7 164)</u>	<u>7 181</u>	<u>(6 935)</u>
	<u>23 654</u>	<u>(7 164)</u>	<u>18 350</u>	<u>(14 971)</u>

15 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	(514)	(255)
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recouvrer	(4 152)	(3 802)
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices à payer	(8 036)	(340)
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs	1 215	(3 335)
	<u>(11 487)</u>	<u>(7 732)</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

16 Opérations entre parties liées

La Société est liée à DCR, son gestionnaire. Ce dernier est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. La Société est donc indirectement liée au Mouvement des caisses Desjardins.

- La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société était en vigueur pour un terme initial de dix ans, terminé le 31 décembre 2011, puis a été renouvelée pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, pour un an, avec les mêmes modalités à l'exception du taux de frais de gestion.

Une nouvelle convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1er janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. La nouvelle convention de gestion attribue maintenant à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance. En contrepartie, le taux des frais de gestion annuels a été réduit et pourra être révisé selon certaines modalités prévues à cette nouvelle convention. De plus, depuis le 1er janvier 2013, les honoraires de négociation sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % (2,25 % en 2012) de la valeur moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds. Ce taux pourrait être révisé par les parties pour l'exercice 2014.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2014 à l'exception de la tarification qui a été ajustée depuis le 1er juillet 2013 et qui s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2014.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux conditions du marché, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	7 089	6 855
Autres investissements	4 266	4 165
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	35	35
Capital Desjardins		
Autres investissements	9 623	11 543
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	70	91
Desjardins Capital de risque inc.		
Comptes créditeurs	1 676	1 034
Desjardins Capital de risque, s.e.c.		
Comptes créditeurs	-	141
Billets à payer et passifs financiers	12 903	10 921
Fédération des Caisses Desjardins du Québec		
Comptes créditeurs	-	15
Fiducie Desjardins		
Encaisse	2 327	542
Comptes créditeurs	483	478
Régime de rentes du Mouvement Desjardins		
Billets à payer et passifs financiers	2 097	431

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2013	2012
	\$	\$
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	179	416
Gains (pertes) sur investissements réalisés	(6 826)	4 971
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(309)	(450)
Capital Desjardins		
Intérêts	384	448
Gains (pertes) sur investissements réalisés	34	-
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(52)	542
Desjardins Capital de risque inc.		
Frais de gestion	23 533	27 529
Desjardins Capital de risque, s.e.c.		
Gains (pertes) sur investissements réalisés	(128)	(223)
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(1 854)	1 262
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	426	511
Fiducie Desjardins		
Services aux actionnaires	1 257	1 336
Autres frais d'exploitation	110	112
Régime de rentes du Mouvement Desjardins		
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	(1 666)	(431)
Évolution des capitaux propres		
Réseau des caisses Desjardins		
Frais d'émissions	2 819	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

17 Instruments financiers et risques associés

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur a pour objet de déterminer à quels montants ces instruments pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes. Lorsque ceux-ci ne sont pas transigés sur des marchés publics, ils sont évalués selon certains critères déterminés, permettant ainsi de minimiser la subjectivité de l'évaluation. La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché et;
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le tableau suivant présente la répartition des évaluations en juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon ces trois niveaux.

				2013
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	1 535	-	732 372	733 907
Autres investissements	461 044	246 352	-	707 396
Encaisse	9 701	-	-	9 701
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	15 234	15 234
Billets à payer et passifs financiers	-	-	(15 000)	(15 000)
				2012
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	1 991	-	657 054	659 045
Autres investissements	476 862	193 710	-	670 572
Encaisse	7 357	-	-	7 357
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 436	23 436
Billets à payer et passifs financiers	-	-	(11 352)	(11 352)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Lorsque les évaluations de la juste valeur de participations dans des entreprises privées ne sont pas entièrement basées sur des données observables, l'estimation est qualifiée de niveau 3. Ainsi, en plus de variables exogènes comme le niveau des taux d'intérêt, la croissance économique et les taux d'imposition pour n'en nommer que quelques-unes et dont l'incidence est généralement reflétée dans les évaluations, d'autres variables endogènes affectent l'estimation des justes valeurs. En effet, l'évaluation des participations est également tributaire de données ou de facteurs influençant particulièrement une entreprise (perspectives, concurrence, ressources humaines ou financières, etc...).

Bien que l'objectif de l'évaluateur soit de s'appuyer le plus possible sur des données observables, le choix des éléments pertinents et leur incidence dans l'établissement de la juste valeur est influencé par le jugement de ce dernier. Cependant, bien que pour une même entreprise un autre évaluateur pourrait porter un jugement différent sur certains facteurs particuliers, la Société considère l'incidence sur le portefeuille dans son ensemble comme marginale.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde du début et de la fin du niveau 3 de la hiérarchie :

	2013			
	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	Billets à payer et passifs financiers
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2012	657 054	-	23 436	(11 352)
Gains (pertes) réalisés	10 218	-	1 502	
Gains (pertes) non réalisés	29 184	-	-	(3 648)
Acquisitions/ émission	134 980	-	966	-
Cessions / remboursements	(99 064)	-	(10 670)	
Transfert au niveau 1	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2013	732 372	-	15 234	(15 000)
Gains (pertes) non réalisés sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2013	28 356	-	-	(3 648)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

				2012
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Solde au 31 décembre 2011	536 337	-	10 565	(14 335)
Gains (pertes) réalisés	47 875	-	(824)	(222)
Gains (pertes) non réalisés	(6 556)	-	-	831
Acquisitions/ émission	230 526	-	18 298	-
Cessions / remboursements	(151 128)	-	(4 603)	2 374
Transfert au niveau 1	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2012	657 054	-	23 436	(11 352)
Gains (pertes) non réalisés sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2012	30 536	-	-	679

Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 15 à 16 et font partie intégrante des états financiers audités.

18 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 2012 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'année en cours.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 31 décembre 2013



Le 12 février 2014

Rapport de l'auditeur indépendant sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois accompagnant les états financiers

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

En date du 12 février 2014, nous avons fait rapport sur les bilans de Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») aux 31 décembre 2013 et 2012, et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates.

Dans le cadre de nos audits des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également mis en œuvre des procédures d'audit sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 31 décembre 2013. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, le relevé présente, dans tous ses aspects significatifs, le coût des investissements à impact économique québécois lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Abitibi-Témiscamingue						
Héli Explore inc.	2007	CDév	-	25	-	25
Industries Béroma inc. (Les)	2009	CDév	-	33	-	33
Norbell Électrique inc.	2010	CDév	-	187	-	187
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	CDév	125	71	-	196
VCC-Massénoir inc.	2010	CDév	-	470	-	470
Vézeau et frères inc.	2009	CDév	-	472	-	472
Total Abitibi-Témiscamingue			125	1 258	-	1 383
Bas-Saint-Laurent						
Bâtitech ltée	2007	CDév	70	148	100	318
Fonderie BSL inc.	2010	CDév	-	150	-	150
Gestion Alain Hébert inc.	2009	CDév	-	272	-	272
Groupe Fillion Sport inc.	2008	CDév	-	152	-	152
Leblanc Environnement inc.	2008	CDév	250	67	-	317
Scierie St-Fabien inc.	2010	CDév	119	-	-	119
Sirois Transport inc.	2009	CDév	-	399	45	444
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	CDév	-	323	-	323
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	CDév	-	424	-	424
Total Bas-Saint-Laurent			439	1 935	145	2 519
Capitale-Nationale						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc.)	2010	CDév	-	194	-	194
Boutique Le Pentagone inc.	2008	R & IM	3 625	-	-	3 625
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	900	-	900
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	CDév	750	2 650	-	3 400
Groupe Humagade inc.	2006	IT	11 191	38	-	11 229
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	500	-	500
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	63	-	63
Pneus Ratté inc.	2009	CDév	-	242	-	242
Simard Suspensions inc.	2009	CDév	-	631	-	631
Technologies Obzerv inc.	2010	CDév	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			20 866	6 157	-	27 023
Centre-du-Québec						
A.C.M. Composites (1993) inc.	2013	CDév	-	-	1 500	1 500
Avjet Holding inc.	2009	R & IM	3 732	7 400	-	11 132
CBR Laser inc.	2012	R & IM	-	19 490	-	19 490
Farinart inc.	2010	CDév	250	-	-	250

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances		
			\$	\$	\$		
Groupe Anderson inc.	2007	CDév	3 583	944	-	4 527	
Métalux inc.	2008	CDév	-	918	-	918	
Service funéraire coopératif Drummond	2007	CDév	-	312	-	312	
Total Centre-du-Québec			7 565	29 064	1 500	38 129	
Chaudière - Appalaches							
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	396	-	396	
CIF Métal Itée	2005	R & IM	3 976	-	-	3 976	
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	-	1 604	1 604	
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	33	-	33	
Émile Bilodeau et Fils inc.	2008	CDév	-	14	-	14	
Groupe Filgo inc.	2012	R & IM	13 980	2 950	-	16 930	
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	CDév	-	501	-	501	
Hortau inc.	2010	CDév	555	-	-	555	
Industries Fournier inc. (Les)	2013	R & IM	17 000	11 830	-	28 830	
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	2 500	1 443	-	3 943	
Matiss inc.	2002	CDév	-	248	-	248	
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	158	-	158	
Produits de plancher Finitex inc.	2007	CDév	-	462	-	462	
Services Bivac inc.	2010	CDév	-	309	-	309	
Total Chaudière - Appalaches			38 011	18 344	1 604	57 959	
Côte-Nord							
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	CDév	1 000	-	-	1 000	
Granulco inc.	2009	CDév	-	75	-	75	
Total Côte-Nord			1 000	75	-	1 075	
Estrie							
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	CDév	-	283	-	283	
Boréal - Informations stratégiques inc.	2013	CDév	-	3 000	-	3 000	
Camoplast Solideal inc.	2002	R & IM	30 837	-	-	30 837	
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	CDév	-	800	-	800	
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	CDév	-	978	-	978	
CoopTel, coop de télécommunication	2009	CDév	-	1 425	-	1 425	
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	1 237	-	1 237	
Électro-5 inc.	2009	CDév	-	196	-	196	
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	CDév	-	500	-	500	
Exo-s-inc.	2012	R & IM	6 100	8 987	-	15 087	
FilSpec inc.	2004	CDév	1 113	-	-	1 113	
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	-	227	-	227	
Imprimerie Précis-Grafik inc.	2009	CDév	-	611	-	611	

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Kemestrie inc.	2010	CR – Santé	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	CDév	-	2 750	-	2 750
Multi X inc.	2006	CDév	-	233	-	233
Ocera Therapeutics inc. (anc. Tranzyme Pharma inc.)	2003	CR – Santé	10 569	-	-	10 569
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	87	-	87
Total Estrie			49 147	21 314	-	70 461
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Construction L.F.G. inc.	2009	CDév	-	2 791	-	2 791
Éocycle Technologies inc.	2004	CDév	2 402	-	-	2 402
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	CDév	-	575	-	575
Hôtel Baker Itée	2007	CDév	-	27	-	27
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			2 402	3 393	-	5 795
Hors Canada						
Pharmaxis Itée	2010	CR – Santé	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	CDév	-	129	-	129
Groupe Composites VCI inc.	2007	CDév	2 250	115	-	2 365
Total Lanaudière			2 250	244	-	2 494
Laurentides						
Groupe DCM inc.	2012	CDév	3 000	3 582	-	6 582
J.L. Brissette Itée	2008	CDév	125	46	-	171
Total Laurentides			3 125	3 628	-	6 753
Laval						
Confiseries Régäl inc.	2011	R & IM	4 281	10 414	-	14 695
Équipement Polytek inc. (Les)	2010	CDév	-	82	-	82
Investissements Canadiens Libanais Corp. Itée (Les)	2007	CDév	-	3 070	250	3 320
Total Laval			4 281	13 566	250	18 097
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc.(9289-8907 Qc inc.)	2013	CDév	-	575	-	575
Groupe Soucy inc.	2008	CDév	-	42	-	42
Groupe Telecon	2011	R & IM	30 389	4 362	-	34 751

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances		
			\$	\$	\$		
Innovations Voltflex inc.	2006	CDév	17	232	50		299
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	CDév	-	3 112	-		3 112
Morand Excavation inc.	2007	CDév	-	69	-		69
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	CDév	-	331	-		331
RGF Électrique inc.	2009	CDév	-	354	-		354
Total Mauricie			30 406	9 077	50		39 533
Montérégie							
3CI inc.	2007	CDév	1 500	-	-		1 500
A. & D. Prévost inc.	2011	R & IM	9 472	9 050	-		18 522
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	CDév	6 000	-	-		6 000
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	71	-		71
AtmanCo inc.	2010	IT	16	-	50		66
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	CDév	-	3 415	-		3 415
Cogiscan inc.	2002	IT	849	1 299	-		2 148
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	670	-		670
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	R & IM	5 826	860	-		6 686
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	CDév	-	188	-		188
Groupe Habitations Signature inc.	2010	CDév	-	2 808	-		2 808
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	938	-		938
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	R & IM	3 000	2 004	-		5 004
Investissements Brasco inc.	2009	CDév	-	727	-		727
Mirazed inc.	2007	CDév	780	25	-		805
Normandin inc.	2010	CDév	-	313	-		313
NSE Automatech inc.	2013	CDév	3 000	-	-		3 000
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	CDév	-	103	-		103
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	453	-		616
Urecon Group	2012	R & IM	4 500	8 158	-		12 658
Total Montérégie			35 106	31 082	50		66 238
Montréal							
ACCEO Solutions inc.	2012	R & IM	15 000	9 063	-		24 063
Arbell Electronics inc.	2008	CDév	1 260	1 182	324		2 766
Attraction Radio inc.	2013	CDév	-	-	234		234
Axiom inc.	2013	CDév	-	-	1 000		1 000
Behaviour Interactif inc.	2002	IT	1 186	-	-		1 186
Cavalia inc.	2010	R & IM	-	3 208	-		3 208
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	CDév	-	167	-		167
Elfiq inc.	2013	CDév	-	250	-		250
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	356	370	-		726
Groupe API inc. (anc. Approvisionnement Populaire inc.)	2009	CDév	-	231	-		231
Groupe conseil OSI inc. (Alyotech Canada inc.)	2006	R & IM	7 886	1 911	-		9 797

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Groupe de Jeux Amaya inc.	2010	CDév	-	275	-	275
Groupe Graham International inc.	2011	R & IM	4 050	4 215	-	8 265
Groupe Solotech inc.	2013	R & IM	21 250	-	-	21 250
La Coop fédérée	2005	CDév	36 000	14 000	-	50 000
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	1 114	-	1 114
Negotium Technologies	2008	IT	-	-	353	353
Nicole Giguère Placement de personnel (NGPP)	2013	CDév	-	425	-	425
Systemex Communications (S.C.) inc.	2010	CDév	-	600	-	600
Vision Globale A.R. Itée	2012	R & IM	18 000	5 000	-	23 000
Total Montréal			104 988	42 011	1 911	148 910
Ontario						
Skywave Mobile Communications inc.	2010	IT	7 249	-	-	7 249
Total Ontario			7 249	-	-	7 249
Outaouais						
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	562	-	562
Total Outaouais			-	562	-	562
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9214-8832 Québec inc.	2009	CDév	-	171	-	171
André Potvin cuisine/salle de bain inc.	2008	CDév	115	31	-	146
Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	2008	CDév	289	-	-	289
Coopérative Forestière de Girardville	2007	CDév	-	553	-	553
Démolition et excavation Demex inc.	2008	CDév	-	285	-	285
Échafaudage Industriel inc.	2010	CDév	-	-	244	244
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	CDév	-	360	-	360
Entreprises Rodrigue Piquette inc. (Les)	2010	CDév	-	-	159	159
Groupe Canmec inc.	2004	R & IM	3 286	131	-	3 417
Groupe Nokamic inc.	2005	CDév	-	129	-	129
Immeubles Ultra-Violet inc.	2010	CDév	-	108	-	108
Nokamic inc.	2010	CDév	-	-	356	356
Norfruit inc.	2010	CDév	-	80	-	80
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	CDév	750	694	-	1 444
Senneco inc.	2013	CDév	-	600	-	600
Services Nolitrex inc.	2008	CDév	431	158	-	589
Végétolab inc.	2003	CDév	-	2	3	5
Vieille Garde inc. (La)	2009	CDév	-	50	-	50
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	CDév	300	125	-	425
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			5 171	3 477	762	9 410

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c. I	2010	Fonds	70 231	-	-	70 231
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	Fonds	57 548	-	-	57 548
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	Fonds	7 501	-	-	7 501
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	Fonds	8 937	-	-	8 937
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	Fonds	2 167	-	-	2 167
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	Fonds	1 946	-	-	1 946
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	Fonds	2 105	-	-	2 105
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	Fonds	3 342	-	-	3 342
Société en commandite Essor et Coopération	2013	Fonds	11 820	-	-	11 820
Total Fonds			165 597	-	-	165 597
Total au coût			480 088	185 187	6 272	671 547

Légende par catégorie d'actif

Cdév :	Capital de développement
R & IM :	Rachats d'entreprises et investissements majeurs
IT :	Innovations technologiques
CR – Santé :	Capital de risque - Santé
Fonds :	Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2013

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations (87,9 %)				
Obligations fédérales et garanties (26,1 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2020-12-15, 3,35 %	17 169	17 816	17 911
	2021-06-15, 3,80 %	21 335	23 153	22 793
	2022-12-15, 2,40 %	7 900	7 638	7 478
	2023-09-15, 2,35 %	2 500	2 341	2 325
	2023-09-15, 3,15 %	5 950	5 899	5 930
LNH Banque de Montréal ¹	2017-09-01, 2,10 %	13 537	13 523	13 630
LNH Banque de Nouvelle-Écosse ¹	2016-04-01, 4,05 %	12 643	12 952	13 308
LNH Banque Toronto Dominion ¹	2015-09-01, 1,95 %	29 867	29 981	30 094
	2016-06-01, 0,65 %	7 969	7 878	7 843
	2017-08-01, 1,70 %	27 557	27 412	27 472
	2018-03-01, 1,40 %	3 333	3 288	3 262
	2018-04-01, 1,65 %	20 039	19 684	19 767
PSP Capital	2017-02-16, 2,26 %	250	251	253
	2020-10-22, 3,03 %	800	800	801
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2017-02-01, 4,35 %	10 500	10 802	11 386
Total obligations fédérales et garanties		181 349	183 418	184 253
Obligations provinciales, municipales ou garanties (31,2 %)				
Cadillac Fairview Finance Trust	2016-01-25, 3,24 %	4 150	4 192	4 293
	2018-05-09, 3,64 %	5 000	5 183	5 246
Financement-Québec	2017-12-01, 3,50 %	33 955	35 478	35 772
	2018-12-01, 2,40 %	20 000	19 916	19 949
	2019-12-01, 2,45 %	21 986	21 925	21 648
Financière CDP	2015-07-15, 1,73 %	11 000	11 004	11 042
	2020-07-15, 4,60 %	3 000	3 267	3 265
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	2 000	2 037	2 144
	2019-06-03, 4,88 %	4 000	4 211	4 445
	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 170	2 124
	2022-06-01, 3,35 %	1 100	1 099	1 089
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 559	1 566
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 013	3 132
Province de l'Ontario	2018-05-30, 1,40 %	24 450	24 455	24 450
	2022-06-02, 3,15 %	16 050	16 344	15 792
	2023-06-02, 2,85 %	8 450	8 138	7 985
Province de Québec	2020-12-01, 4,50 %	10 170	10 982	11 143
	2021-12-01, 4,25 %	13 025	14 365	13 916
	2022-12-01, 3,50 %	13 025	13 126	13 023
	2023-09-01, 3,00 %	10 300	9 782	9 764
Province du Manitoba	2023-06-02, 2,55 %	2 000	1 934	1 853
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 153	1 190
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 539	2 742

¹ Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations provinciales, municipales ou garanties (suite)				
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 246	3 315
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		216 817	221 118	220 888
Obligations d'institutions financières (23,1 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2016-11-08, 2,65 %	3 500	3 496	3 562
	2017-07-14, 3,95 %	4 800	4 877	5 072
	2018-03-07, 2,22 %	1 750	1 732	1 723
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 182	2 256
Banque de Montréal	2016-07-08, 3,98 %	6 200	6 423	6 469
	2017-12-11, 2,24 %	7 000	6 848	6 926
	2018-03-28, 6,17 %	5 450	6 087	6 161
Banque de Nouvelle-Écosse	2016-11-08, 2,10 %	3 500	3 499	3 509
	2017-08-03, 2,90 %	18 850	19 044	19 064
	2018-03-22, 2,24 %	75	74	74
	2019-10-18, 3,04 %	2 500	2 500	2 469
Banque Nationale du Canada	2016-01-11, 2,05 %	250	250	251
	2016-12-15, 2,70 %	5 000	5 044	5 091
	2017-04-11, 3,26 %	1 100	1 102	1 127
Banque Royale du Canada	2015-11-02, 3,18 %	7 500	7 666	7 660
	2018-07-12, 2,82 %	7 600	7 592	7 643
	2019-12-06, 2,99 %	2 000	2 041	1 968
Banque Toronto Dominion	2016-12-14, 4,78 %	7 134	7 413	7 629
	2018-07-09, 5,83 %	9 400	10 292	10 570
BMO Capital Trust	2015-12-31, 4,63 %	2 000	2 106	2 100
Caisse centrale Desjardins	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 158	4 350
Capital Desjardins	2020-05-05, 5,19 %	8 750	9 164	9 623
Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	2017-06-01, 4,17 %	2 000	2 117	2 106
	2018-02-26, 2,82 %	2 300	2 277	2 294
	2018-11-29, 2,93 %	400	400	396
Crédit Ford Canada	2016-11-21, 2,63 %	300	300	302
	2017-12-19, 3,32 %	950	953	964
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	1 000	1 163	1 203
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 542	2 668
Financière Sun Life	2019-07-02, 5,70 %	2 000	2 111	2 255
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	425
First Capital Realty	2015-06-01, 5,95 %	1 000	1 015	1 053
	2019-07-30, 5,48 %	1 400	1 454	1 520
	2023-10-30, 3,90 %	900	903	835
Great-West Lifeco	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 527	1 702
Honda Canada Finance	2018-06-04, 2,35 %	400	391	394
Intact Corporation Financière	2021-08-18, 4,70 %	1 000	1 129	1 060
John Deere Canadian Fund	2017-10-18, 2,25 %	750	758	745
Placements CI	2015-12-14, 3,94 %	597	606	619
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	3 350	3 716	3 882
Société de Financement GE Capital Canada	2015-02-11, 4,65 %	4 050	4 184	4 188
	2017-08-17, 5,53 %	7 000	7 501	7 754
	2018-02-08, 4,40 %	650	707	694
Société Financière Daimler Canada	2016-04-18, 2,23 %	420	422	422
	2016-09-15, 3,28 %	3 000	3 092	3 093

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
Société Financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	2 103	2 210
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 268	2 375
Toyota Credit Canada	2018-11-21, 2,80 %	1 550	1 555	1 547
VW Credit Canada	2016-02-01, 3,60 %	1 600	1 645	1 657
Total obligations d'institutions financières		155 126	160 829	163 660
Obligations de sociétés (7,5 %)				
Algonquin Power Company	2021-02-15, 4,82 %	400	405	405
Alliance Pipeline Limited Partnership	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 084	1 062
Altalink	2023-11-06, 3,67 %	250	250	244
Bell Aliant Communications régionales	2016-09-26, 5,41 %	2 000	2 169	2 158
	2019-02-26, 5,52 %	1 200	1 324	1 312
	2020-06-12, 3,54 %	1 100	1 075	1 082
Bell Canada	2018-03-16, 4,40 %	2 000	2 116	2 111
	2019-06-18, 3,35 %	1 500	1 519	1 499
	2021-05-19, 4,95 %	3 335	3 401	3 557
	2023-03-22, 3,35 %	2 505	2 409	2 315
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	53	53	52
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 709
BRP Finance ULC	2018-11-05, 5,25 %	425	454	460
Cameco Corporation	2022-11-14, 3,75 %	1 000	1 000	937
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	745	734
Compagnies Loblaw	2019-03-12, 3,75 %	3 900	4 000	3 978
Enbridge	2019-09-02, 4,77 %	2 000	2 248	2 165
	2022-12-05, 3,19 %	400	384	377
Hydro One	2018-10-09, 2,78 %	2 500	2 500	2 510
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	326	317
Pembina Pipeline Corporation	2022-10-24, 3,77 %	400	407	389
Precision Drilling Corporation	2015-03-15, 6,50 %	750	783	779
Reliance LP	2017-03-15, 4,57 %	2 000	2 000	2 087
Rogers Communications	2019-11-04, 5,38 %	5 275	5 594	5 801
	2020-09-29, 4,70 %	500	559	529
	2021-03-22, 5,34 %	2 700	2 727	2 937
Telus Corporation	2019-12-04, 5,05 %	6 750	6 981	7 343
Teranet Holdings Limited Partnership	2020-12-16, 4,81 %	1 050	1 170	1 114
Thomson Reuters Corporation	2020-09-30, 4,35 %	1 500	1 559	1 552
Tim Hortons	2023-09-01, 4,52 %	700	700	691
Videotron	2025-03-15, 5,63 %	700	677	672
Total obligations de sociétés		50 668	52 318	52 878
Total obligations		603 960	617 683	621 679
Instruments de marché monétaire (1,8 %)				
Gouvernement du Canada	2014-05-22, sans coupon	1 000	997	997
Province de l'Ontario	2014-04-09, sans coupon	700	698	698
Société de transport de Montréal	2014-01-15, 1,14 %	10 583	10 583	10 583
Total instruments de marché monétaire		12 283	12 278	12 278

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Contrats de change (-0,1 %)				
Caisse centrale Desjardins	2014-03-31, 0,9441 \$ CA/\$ AU ²	140	-	-
	2014-03-31, 1,0623 \$ CA/\$ US	133 000	-	(484)
Total contrats de change			-	(484)
			Nombre d'actions	
Actions privilégiées (10,4 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	400	376
	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	428
Banque de Montréal	Perpétuelle, 4,50 %	33 400	868	850
	Perpétuelle, 5,20 %	235 500	6 030	5 880
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 3,70 %	130 000	3 268	3 107
	Perpétuelle, 4,50 %	50 200	1 289	1 281
	Perpétuelle, 5,00 %	50 000	1 270	1 264
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	416
	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 493
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 6,00 %	125 000	3 350	3 281
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,45 %	61 000	1 562	1 543
	Perpétuelle, 4,50 %	118 600	2 965	3 009
	Perpétuelle, 4,60 %	92 100	2 346	2 341
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	401
	Perpétuelle, 5,00 %	131 100	3 352	3 314
	Perpétuelle, 6,25 %	20 000	500	506
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 4,85 %	87 000	1 934	2 214
	Perpétuelle, 5,60 %	73 100	1 887	1 919
	Perpétuelle, 6,25 %	70 000	1 868	1 792
Brookfield Asset Management	Perpétuelle, 4,20 %	35 000	838	852
	Perpétuelle, 4,75 %	23 800	466	452
	Perpétuelle, 5,00 %	10 260	258	259
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,50 %	70 000	1 761	1 472
	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	918
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 1,63 %	77 800	1 970	1 685
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	564
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	233
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	250
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 416
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 237
Enbridge	Perpétuelle, 4,00 %	280 000	7 258	6 623
Financière Manuvie	Perpétuelle, 2,52 %	25 400	675	656
	Perpétuelle, 4,20 %	107 500	2 746	2 345

² \$ AU: Dollar Australien

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

		Nombre d'actions	Coût \$	Juste valeur \$
Actions privilégiées (suite)				
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	82 000	1 755	1 792
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 325
Great-West Lifeco	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	955
	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 342
Industrielle Alliance	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	326
	Perpétuelle, 5,90 %	155 000	3 981	3 925
	Perpétuelle, 6,00 %	135 300	3 347	3 481
Total actions privilégiées			76 186	73 523
Total autres investissements (100,0 %)			706 147	706 996

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Au 31 décembre 2013

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	76	-	76
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	97	-	97
	9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)	-	93	-	93
	Abitibi Géophysique inc.	-	250	-	250
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	107	-	107
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	97	-	97
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	661	-	661
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	1 000	-	1 000
	Industries Béroma inc. (Les)	-	284	-	284
	Integra Gold Corp.	75	-	-	75
	Location Lauzon inc.	-	173	-	173
	Lucien Mirault inc.	-	93	-	93
	Propane Nord-Ouest inc.	-	-	300	300
	Ressources Cartier inc.	150	-	-	150
	Total Abitibi-Témiscamingue	225	2 931	300	3 456
	Bas-Saint-Laurent				
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 QC inc.)	-	175	-	175
	Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)	-	-	250	250
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	137	-	137
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	50	425	475
	Groupe Fillion Sport inc.	-	328	-	328
	Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.	-	125	-	125
	Matane Motosport inc.	-	-	350	350
	Total Bas-Saint-Laurent	-	815	1 025	1 840
	Canada Hors Québec et Ontario				
	2994666 Canada inc. (Savard environnement)	-	250	-	250
	Total Canada Hors Québec et Ontario	-	250	-	250
	Capitale-Nationale				
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	222	-	222
	9261-8263 Québec inc. (VU par Laforce inc.)	-	-	162	162
	Collection Papillon Gemme inc.	-	-	215	215
	Éditions Gladius International inc.	-	-	144	144
	Excavation Vallier Ouellet inc.	-	131	-	131
	Institut privé de chirurgie inc. (9276-9678 Québec inc.)	-	-	454	454

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00				
	Institut privé d'ophtalmologie de Québec inc. (9276-9710 Québec inc.)	-	-	278	-	278
	La Forfaiterie inc.	-	84	-	-	84
	Pavages Nordic inc.	-	300	-	-	300
	Pixelweb Télécom inc. (7921527 Canada inc.)	-	-	268	-	268
	Radio-Onde inc.	750	-	-	-	750
	RCAA-Planifika inc.	-	-	247	-	247
	Total Capitale-Nationale	750	737	1 768	-	3 255
	Centre-du-Québec					
	2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)	-	-	1 099	-	1 099
	2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)	-	150	-	-	150
	9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)	-	-	878	-	878
	Fempro I inc.	-	1 862	-	-	1 862
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	375	-	-	375
	Gestion TYT inc.	-	-	600	-	600
	Structure d'acier B.R.L. 2000 inc.	-	-	190	-	190
	Total Centre-du-Québec	-	2 387	2 767	-	5 154
	Chaudière - Appalaches					
	3R Com inc. (8580430 Canada inc.)	-	250	-	-	250
	9239-0012 Québec inc. (Les Puits du Québec inc.)	-	173	-	-	173
	Décoplex inc.	-	-	488	-	488
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	100	-	-	100
	Fenêtres Sélection inc.	-	122	-	-	122
	Gesdix inc.	-	286	-	-	286
	Groupe Bertec inc.	-	150	-	-	150
	Gyptech Acoustique inc.	-	250	-	-	250
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	375	-	375
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	323	-	323
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	-	250
	Recyc RPM inc.	-	-	750	-	750
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	700	-	700
	Ultima Fenestration inc.	-	201	-	-	201
	Total Chaudière - Appalaches	250	1 532	2 636	-	4 418
	Côte-Nord					
	9269-4603 Québec inc. - Gestion Patrick Ferreri	-	-	759	-	759
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	214	-	-	214
	Benoit Vigneault ltée	-	550	-	-	550
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	125	-	125
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	125	-	125

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00			
	Clinique d'optométrie VU (Thetford Mines) inc. (9256-5076 Québec inc.)	-	-	69	69
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	171	-	171
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	125	-	125
	Express Havre St-Pierre ltée	-	-	654	654
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	250	-	250
	Location Paul Boudreau inc.	-	623	-	623
	Santerre Électrique inc.	-	21	150	171
	Sécurgence inc.	-	317	-	317
	Zone Vue (Québec) inc.	-	-	91	91
	Total Côte-Nord	-	2 271	1 973	4 244
	Estrie				
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)	459	350	-	809
	Innotex inc.	-	367	-	367
	L.P. Royer inc.	-	1 375	-	1 375
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	625	-	625
	Plastech inc.	-	-	250	250
	SE2 inc.	-	-	123	123
	VR2 Distribution inc.	-	-	133	133
	Total Estrie	459	2 717	506	3 682
	Fonds				
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	186	-	-	186
	Total Fonds	186	-	-	186
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)	-	363	-	363
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	363	-	363
	Lanaudière				
	Thermo Structure inc.	-	400	-	400
	Total Lanaudière	-	400	-	400
	Laurentides				
	Modus FX inc.	-	-	292	292
	Total Laurentides	-	-	292	292

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	Prêts et avances \$		
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00			
	Laval				
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	349	-	349
	Total Laval	-	349	-	349
	Mauricie				
	8420220 Canada inc. (Ateliers R. Vallée)	-	200	-	200
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	321	321
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	750	750
	Louis Lafrance & fils ltée	-	330	-	330
	Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	-	1 469	-	1 469
	Progi.com inc.	-	180	-	180
	Résidence Le Soleil Levant inc.	-	125	-	125
	RGF Électricité inc.	-	286	-	286
	Total Mauricie	-	2 590	1 071	3 661
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 976	1 976
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	123	-	123
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 976	1 976
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	265	-	265
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	375	375
	Action Mécanique inc.	-	71	-	71
	Budget Propane (1998) inc.	-	-	750	750
	C.R.S./Vamic inc.	-	271	-	271
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	1 457	1 457
	Comax, coopérative agricole	1 000	-	-	1 000
	Diamants Stornoway (Canada) inc. (Les)	4	-	-	4
	Équipements de Piscine Carvin inc. (Les)	-	-	566	566
	Fibres Serden inc. (Les)	-	133	-	133
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	1 000	1 000
	Groupe Deslandes Fortin inc.	-	-	225	225
	Groupe Loïselle inc.	-	460	-	460
	Groupe Rogers Ltée	-	113	-	113
	Hygie Canada inc.	-	-	639	639
	Industries de Moules et Plastiques VIF Ltée (Les)	-	-	362	362
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	200	200
	Instruments Isaac inc.	-	102	-	102
	Plomberie St-Luc inc.	-	854	-	854
	Pneus Langelier inc.	-	250	-	250
	Produits forestiers Direct inc.	-	-	1 000	1 000
	Ressorts Foster Ltée (Les)	-	91	-	91
	Station Skyspa inc.	-	-	617	617
	Total Montérégie	1 004	2 733	11 143	14 880

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00				
	Montréal					
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 500	-	-	1 500
	9178-6574 Québec inc. (Moment Factory)	-	153	-	-	153
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	1 000	-	-	1 000
	9273-3443 Québec inc. (CLS Info)	-	128	-	-	128
	Aéronav inc.	-	221	-	-	221
	Alta Précision inc.	1 250	750	-	-	2 000
	Attraction Média inc.	1 000	751	-	-	1 751
	Balcon Idéal inc.	-	543	-	-	543
	Bonneterie Richelieu (Int'l) inc.	-	-	944	-	944
	Bugatti-Sedona inc.	-	400	-	-	400
	Chaussures STC inc. (Les)	-	-	1 158	-	1 158
	Cime Décor inc.	-	-	479	-	479
	CTA de Negotium	-	1 415	-	-	1 415
	DEK Canada inc.	-	1 405	-	-	1 405
	Emballages Stuart inc.	625	555	-	-	1 180
	Ge-ber Transport inc.	-	150	-	-	150
	Gestion Vision Globale inc. (GVG)	-	500	-	-	500
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	208	-	208
	Groupe Tolgeco inc.	-	1 250	-	-	1 250
	LVL Studio inc.	500	500	-	-	1 000
	M.C. Crystal inc.	-	-	156	-	156
	Magellan Aviation Services inc.	-	196	-	-	196
	Richporter Technology Itée	-	972	-	-	972
	Senez & Associés CPA inc.	-	-	234	-	234
	Sid Lee inc.	-	-	1 782	-	1 782
	Solutions Victrix inc. (Les)	-	268	-	-	268
	Source Évolution inc.	-	-	1 003	-	1 003
	Systemex Communications (S.C.) inc.	-	900	-	-	900
	Total Montréal		3 375	13 557	5 964	22 896
	Nord-du-Québec					
	9223-3196 Qc inc. (Rona)	-	342	-	-	342
	Corporation Éléments Critiques	75	-	-	-	75
	Donner Metals Ltd	-	150	-	-	150
	Entreprises minières du Nouveau Monde	50	-	-	-	50
	Exploration Midland inc.	138	-	-	-	138
	Némaska Lithium inc.	100	-	-	-	100
	Ressources GéoMégA inc.	125	-	-	-	125
	Ressources Sirius inc.	31	-	-	-	31
	Total Nord-du-Québec		519	492	-	1 011

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,00			
	Outaouais				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	-	-	1 500	1 500
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	220	220
	Total Outaouais	-	-	1 720	1 720
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	662	-	662
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	600	150	-	750
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	300	300
	Ambulance Médilac inc.	-	374	-	374
	Cam-Trac Sag-Lac inc.	220	-	-	220
	Centrem ltée - 3888061 Canada inc.	-	-	112	112
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	200	200
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	348	-	348
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	-	125	125
	Denis Lavoie & fils ltée	-	-	362	362
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	123	123
	Innovation industrielle Boivin inc.	-	148	-	148
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)	-	-	354	354
	Location A.L.R. inc.	-	207	-	207
	Matelas Lion d'or inc.	-	71	-	71
	Mécanique Plomb O Gaz inc.	250	-	417	667
	Messagerie du Fjord inc.	-	408	-	408
	Métatube (1993) inc.	-	225	-	225
	Récupère Sol - 8439117 Canada inc.	-	1 000	-	1 000
	Sécuor inc.	-	175	-	175
	Sports Guy Dumas inc.	-	225	-	225
	Théka Industries inc.	-	250	-	250
	Transport Réal Villeneuve inc. (9280-3162 Québec inc.)	-	114	-	114
	Transports J.M.G. inc.	-	-	87	87
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 070	4 357	2 080	7 507
		7 838	38 481	33 245	79 564
	Fonds engagés mais non déboursés				4 889
	Total Capital croissance PME, S.E.C.				84 453

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2013	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49			
	7525443 Canada inc. (Inflotrox)	204	302	-	506
	9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	1 635	-	-	1 635
	Albert Perron inc.	695	-	97	792
	Asmacure inc.	518	-	-	518
	AxesNetwork Solutions inc.	1 358	-	-	1 358
	Biocéan Canada inc.	-	327	-	327
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.	-	120	-	120
	Cadens Imagerie Médicale inc (Microsystemes DOG inc)	-	610	-	610
	E2Metrix inc.	272	-	-	272
	Emerillon Capital s.e.c.	1 221	-	-	1 221
	Éocycle Technologies inc.	1 304	-	-	1 304
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)	305	-	-	305
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	155	354	509
	H2O Innovation inc.	53	-	-	53
	Kanwal inc.	-	-	593	593
	LaserAX	-	109	-	109
	LeddarTech inc.	317	-	136	453
	LVL Global inc.	191	-	368	559
	Mayer Intégration inc.	-	141	-	141
	Novidév Santé active inc.	-	381	-	381
	Ocera Therapeutics inc. (anc. Tranzyme Pharma inc.)	94	-	-	94
	OptoSecurity inc.	-	100	-	100
	P.L.C. inc.	-	41	-	41
	Produits forestiers LAMCO inc.	311	-	-	311
	Rocmec Mining inc.	163	-	272	435
	Solutions Extenway inc.	520	-	-	520
	Technologies Crysam inc.	-	191	-	191
	TSO3 inc.	772	-	-	772
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	725	-	-	725
		10 658	2 477	1 820	14 955
	Fonds engagés mais non déboursés				12 010
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				26 965

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
		\$	\$	\$	
31-12-2013	S.E.C. Essor et Coopération	100,00			
	Coop d'analyse sociale et environnementale	-	24	-	24
	Coopérative de solidarité de santé de la MRC Robert-Cliche	-	27	-	27
	La Coop fédérée	5 000	-	-	5 000
		<u>5 000</u>	<u>51</u>	<u>-</u>	<u>5 051</u>
	Fonds engagés mais non déboursés				<u>5 500</u>
	Total S.E.C. Essor et Coopération				<u>10 551</u>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



